



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 6900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016

et modifiant

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- 2) la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (Abgabenordnung);
- 3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- 4) la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;
- 5) la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'investissements de la Cité Syrdall»;
- 6) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles;
- 7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
- 8) la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014;
- 9) le Code de la sécurité sociale;
- 10) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

et

6901 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019 (suite)

- Discussion générale (suite): M. Marc Spautz (interventions de M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen et M. Serge Urbany), Mme Joëlle Elvinger, M. Claude Haagen, Mme Josée Lorsché (interventions de M. Claude Wiseler et M. Marcel Oberweis)

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter et M. Gast Gibéryen)

3. 6838 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2014

- Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: Mme Diane Adehm
- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2014 du Médiateur

- Dépôt et exposé: Mme Diane Adehm
- Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Gast Gibéryen
- M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Gast Gibéryen
- Vote sur la résolution: M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Michel Wolter, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen (résolution adoptée)

5. 6900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016

et modifiant

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- 2) la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (Abgabenordnung);
- 3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- 4) la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;
- 5) la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'investissements de la Cité Syrdall»;
- 6) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles;
- 7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
- 8) la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014;
- 9) le Code de la sécurité sociale;
- 10) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

et

6901 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019 (suite)

- Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

6. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

7. 6718 - Projet de loi modifiant, en vue de la transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil:

- 1) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- 2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
- 3) le titre II du livre I^{er} du Code de commerce (suite)

- M. Franz Fayot

- Vote sur l'annulation du premier vote constitutionnel du 9 décembre 2015

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6847 - Projet de loi du (...) portant transposition

- de la directive 2014/86/UE du Conseil du 8 juillet 2014 modifiant la directive 2011/96/UE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

- de la directive 2015/121/UE du Conseil du 27 janvier 2015 modifiant la directive 2011/96/UE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 („Abgabenordnung“);
- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. Ordre du jour (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

10. 6866 - Projet de loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, portant:

1. transposition de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n°1093/2010 et (UE) n°648/2012;

2. transposition de la directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux systèmes de garantie des dépôts;

3. modification:

- a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- b) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- c) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière portant: - transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière; - modification du Code de Commerce; - modification de la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles; - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières; - abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension; - abrogation de la loi du 1^{er} août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie;
- d) de la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition et
- e) de la loi du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Romain Schneider, Pierre Gramegna, Mmes Lydia Mutsch et Corinne Cahen, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 09.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Ech maachen d'Setzung op a stellen déi traditionell Fro un d'Regierung...

► M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.- Näischt ze mellen, Här President.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci, Merci! Da gi mer direkt weider an eiser Dagesuerdnung a mir kommen zur Fortsetzung

vun den Debatten iwwert de Budget 2016 an déi pluriannuel Finanzplanung. D'Wuert huet direkt den éischte Riedner fir de Moien, den Här Marc Spautz fir d'CSV.

2. 6900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016

et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (Abgabenordnung);

3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

4) la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;



5) la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'investissements de la Cité Syrdall»;

6) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014;

9) le Code de la sécurité sociale;

10) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

et

6901 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015 - 2019 (suite)

Discussion générale (suite)

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir diskutéieren haut am drëtten Dag de Budget vun 2016, an et ass mer wichteg, fir engem Merci ze soen, dat ass nämlech dem Rapporteur, fir säi Bericht, deen e gemaach huet. Och wann ech inhaltlech net mat allem kann d'accord sinn, wat hien do geschriwwen huet, wëll ech em awer fir déi Fläissaarbecht félicitéieren, zesumme mat deene Beamten, déi en zitëiert huet a senger Ried. Ech weess just net, ob ech se all fonnt hunn - dem Sven, dem Viv an dem Caroline, dat waren emol déi, déi ech verhalen hunn -, him an all deene Leit op alle Fall villmools Merci fir d'Erstellung vun deem Rapport vun där Fläissaarbecht!

Mir diskutéieren de Budget an engem aussergewöhnleche Kontext: op där enger Säit eng favorabel wirtschaftlech Situatioun, op där anerer Säit ass et en internationale Krisekontext. D'Flüchtlingskris, déi des Woch an déi lescht Woch an der Chamber och a Projeten diskutéiert ginn ass. D'lescht Woch hate mer de Projet 6779, haut de Mëtte wäerte mer eis iwwert de 6775 ënnerhalen, wéi et mat der Flüchtlingspolitik hei soll am Land weidergoen.

Mir hunn d'Menace vun Terrorismus. Am internationale Kontext därer een net vergiessen, wat do alles lass ass. De Militärfliager, deen an der Türkei de 24. November ofgeschoss ginn ass. Mir hunn de Konflikt an der Ostukrain an op der Krim, wou een net weess, wat all Moment ka passéieren. Net ze schwätzen dovun, dass kee weess, wéi et weidergeet mat der Statsscholdekris bei verschiddenen europäesche Partner, wou do nach ëmmer Fragezeichen an der Luucht hänken.

Wat bedeit dat fir eis? Wat fir Konsequenze muss d'Politik hei am Land doraus zéien? Wéi an deem Kontext agéieren?

D'Meenung vun der CSV-Fraktioun ass, dass et an deem internationale Kontext nëmmen eng Maxime gëtt, an dat ass déi, dass mer mussen alles maachen, fir krisefest opgestallt ze sinn. Dat ass d'Aufgab vun der Lëtzeburger Politik, an dat ass ganz besonnesch d'Aufgab vun der Exekutiv, der Regierung.

Gëtt d'Regierung dësere Aufgabe gerecht?

An eisen Aen net iwwerall. Dat weist sech och an enger Rei vu wichtegen a politeschen Themen, op déi ech elo wäert eenzel agoen. Do ass emol éischt Beispill vun der Regierung, wou ee muss sech d'Fro stellen: Wéi ass et mat der Scholdekrise? Wéi ass et mat den Ausgaben? Wéi ass et mat den Einnahmen?

An do si mir der Meinung, dass mir méi Scholde missten ofbauen am Zentralstat. An ech betounen nach eng Kéier dat, wat gëschter de Claude Wiseler gesot huet, dass et wichteg ass, dass mir dat nohalteg mussen gestalten. Nohalteg, wat eis Finanzen ubelaangt, nohalteg, wat d'Zréckbezuule vun der Statsschold ubelaangt, a gläichzäiteg ass et och wichteg, dass mer eise Sozialstat nohalteg opstellen.

An do waarde mer nach ëmmer, an dofir sinn ech och frou, dass den zoustänneg Minister haut de Moien hei ass: Wéi geet et weider an

der Fleegeversécherung? Wéi soll déi finanziell zukunftsstet gemaach ginn? Wéi ass et do ëm d'Aarbechtsplazen an deem wichtige Secteur bestallt? An do waarde mer drop, dass d'Regierung eis virleet, wéi hir Virstellung sinn, wéi et an der Fleegeversécherung soll virugeen, well dat ass fir vill eeler a fleegebedürfteg Leit hei a Lëtzebuerg e wichtige Punkt, an déi waarden do op eng Äntwert. Déi wëlle wëssen, wat dat bedeit a wéi et dodra virugeet.

Déi lescht Regierung huet an engem schwieere konjunkturelle Kontext - an ech mengen, de Chamberspräsident ka sech gutt dorun erënneren - eng Pensiounsreform gemaach, wou et och do gëllt, déi nächst Etapp unzeleieren, nämlech dass mer eng Analys maachen: Wou si mer dru mat de Reserven a wéi gesäit et aus mam Équiliber?

Ech erënnere gär an deem Kader och un e Karsaz aus dem Regierungsprogramm, esou wéi en 2013 festgehal ginn ass: «L'effort de consolidation budgétaire portera d'abord sur le côté dépenses.» Dee Saz huet d'Regierung nom Referendum, hu mir e bëssen d'Gefill, iwwer Bord gehäit! Si geet de bequeme Wee a wëllt net méi zu deem Prinzip do zielen (veuillez lire: stoen). Ech wäert hei emol verschidde Saachen an Erënnerung ruffen, bei deene genau de Contraire gemaach ginn ass vun deem, wat do gesot ginn ass.

D'TVA Logement ass an d'Luucht gesat ginn an op d'Zweetwunnenge vun 3 op 18%. Dat ass d'Steigerung ëm dat Fënneffacht. 0,5% Tax fir Klengkannerebetrieung, wou d'Leit zanter engem Joer eppes abezuelen, awer nach kee gesinn huet, wat do amplaz kënn t firwat ee bezitt.

D'Allocation de maternité an d'Allocation d'éducation si gestrach ginn. D'Reform vun Congé parental, déi elo sollt amplaz kommen, ass gëschter am Regierungsrot ugeholl ginn, läit awer bis elo der Chamber nach ëmmer net vir!

An ech sinn och e bësse paff. Gëschter hu mer jo an der Press matkritt, dass de Projet de loi vun der Regierung ugeholl ginn ass. Ech liesen awer an engem Communiqué vun der Caritas, dass si géife gesinn, dass de Projet sech géif konkretiséieren, an dat alles am Prinzip no de Regele vun dem Accord tripartite vum Abrëll 2015, mä et géife sech awer nach ganz vill Fro stellen. An deen Avant-projet de loi, dee virläit - wou ech net weess, ob nëmmen d'Sozialpartner den Avant-projet kritt hunn, d'Chamber an och déi Leit an där zoustänneger Kommissioun net -, do wieren awer nach vill Hickhacken dran. Dat ass de Communiqué, deen um Datum vum 15. Dezember erausgaangen ass vun der Caritas.

Da muss een och soen, wa mer schwätze vun der Allocation de maternité an der Allocation d'éducation, do si jo och Problemer opgetaucht, well do déi Primme gestrach gi sinn. Et si Leit, déi wollten de Congé parental dach an där aktueller Form huelen an déi hate Schwierkeeten, dee Congé parental ze kréien, well se nämlech verschidde Konditiounen net erfëllt hunn, well se an enger Chômage-Mesure gewiescht wieren oder an enger Begleitmoosnam an doduerch net richtig an der Sécurité sociale gemellt wieren. Dat sinn alles Problemer, déi ee virdru konnt iwwert d'Allocation d'éducation ewechmaachen, déi et elo awer net méi gëtt.

D'Regierung huet awer versprach, an den Här Schneider hat eis dat an der Sécurité-sociales-Kommissioun gesot, se géife schnellstméiglech do mat engem Projet kommen, fir dee Problem ze léisen. Mä mir wëssen awer, dass verschidde Leit elo zanter der Ofschafung vun der Allocation d'éducation a well se an där Konditioun waren, dass se an enger Mesure de l'emploi waren, net konnt an de Congé parental goen, an dat ass alles net gutt an dat mécht Onsécherheet.

D'Reform vun Kannergeld mam uniforme Montant, wou Famillje mat méi Kanner massiv penaliséiert ginn, do hu mer vun Ufank u gesot als CSV, mir wieren net domat d'accord, well mir sinn nämlech där Meinung, dass dat eng Belaaschtung fir d'Familljen ass. A jiddwereen, dee Kanner huet, weess, dass, wann ee méi Kanner huet, wat een och méi eng grouss Belaaschtung huet, a wann et nëmmen ass, et ass gëschter heibanne schonn d'Beispill vum Auto gesot ginn, et kann een och nach anerer soen.

An dofir si mer mat deem Projet net averstannen. An et ass och e bësse komesch, de Finanzminister huet zu Recht gëschter gesot, wéi e gefrot ginn ass, dass d'Kannergeld jo net berücksichtegt wier am Budget. Dat iwwerrascht een awer e bëssen, well de Budget ass jo am September zesummegeallt ginn, a vum Projet de loi vum Kannergeld ass den Dépôt jo awer schonn eng gewëssen Zäit gemaach, och wann e bis haut nach net an der zoustänneger Chamberskommissioun presentéiert ginn ass,

well do gesot ginn ass, mir géifen op den Avis vum Statsrot waarden. Mä e war jo awer schonn am September do.

An ech gi jo awer dovun aus, wann een als Regierung e Projet, en Dépôt mécht an et seet een de Leit an der Tripartite... - ah neen, net an der Tripartite, pardon, an der Bipartite: „Mir maachen alles, dass dat fir den 1. Januar 2016 a Kraaft ass.“, da sinn ech alt emol op alle Fall dovun ausgaangen, dass en hätt am September dann och misse budgétiséiert sinn an am Budget stoen. Respektiv d'Regierung wosst schonn am September, dass se sécher net fir den 1. Januar 2016 déi Reform vum Kannergeld kéint kréien. Mä den Här Minister ka mer vläicht herno dorop d'Äntwert ginn.

Wat ass dann nach an der Preparatioun? Dat ass d'Autosassurance. D'Autosassurance, dat ass jo och esou e Projet, deen net méi zum Schluss komm ass fir dëst Joer op den 1. Januar. Do ass gesot ginn, an Zukunft géif fir de Finanzement vun de Rettungsdéngschter, do géif et drëm goen, fir dass d'Assurancé sech solle finanziell bedeelegen, dass d'Assurancen hei am Land 350 Milliounen Benefiss gemaach hätten an dofir kéinten déi da roueg en Deel dovun ofginn, fir kënnen an dee Fong eranzebezuelen.

Do huet d'ACA gesot, si wieren e bëssen iwwerrascht, 350 Milliounen Benefiss, dat wier fir e ganze Secteur, dat wier richtig. Mä d'Autosassurancen u sech sinn net nëmme fënnf Assurancé virun allem - wéi soll ech dat soen? - Lëtzeburger Ursprongs, déi dat maachen. An déi si wäit ewech vun deenen 350 Milliounen. An dofir fanne si et e bësse komesch, dass do gesot ginn ass vum Innenminister Dan Kersch, dass et elo dodrëm géif goen, fir 2,8 Milliounen do ze kréien, a wann een déi kéint verduebelen, géif dat 5,6 Milliounen ausmaachen, fir dee Kuch vun deenen neie Rettungsdéngschter ze bezuelen.

Wann een da mat Assurancéfirmen schwätzt, da soe se, si wieren e bëssen iwwerrascht iwwert déi „Kerschsteier“, fir se dann emol esou ze nennen, well et wier jo sécher, wann déi Betriber manner Recetten hu respektiv wa se do eppes musse bezuelen, dass se dat op iergendeen ofwälzen. An déi wälzen dat jo dann op een of, an dat ass op de Client! An dass domadder d'Assurancen, d'Autosassurancé wäerten an d'Luucht goen, dovun schwätze mer de Moment net, op alle Fall net am Budget, well de Projet nach ëmmer net gestëmmt ass. Mä och dat ass eppes, wat op eis zoukënn t wou mer nach eng Kéier, oder d'Regierung iwwert dee Wee de Bierger an d'Täsch gräift!

No der Opzielung vun all deene Punkte wëll ech nach eng Kéier drun erënneren, wat iwwert de Budget an der Regierungserklärung steet: «L'effort de consolidation budgétaire portera d'abord sur le côté dépenses.»

Dat, wat ech lech awer elo alles gesot hunn, do ass näischt dra vun den Dépenses! Do ass nëmmen dran: „Mir brauchen nach!“ Méi grouss kann also den Ennerscheed tëschent Usproch a Wirklechkeet net sinn!

Am meeschte wonneren ech mech e bëssen iwwert d'Partei vum Premier a vum Finanzminister, déi jo an der Dräierkoalitioun an der Finanzpolitik den Toun ugin. Ech zitëieren dofir aus dem DP-Wahlprogramm, dee jo an de Regierungsprogramm agefloss ass.

(Interruption)

„Die DP setzt bei ihrer Konsolidierungspolitik in erster Linie bei der Ausgabenseite an. Bevor wir bereit sind, über Steuererhöhungen zu diskutieren, wollen wir die Steuereinnahmen besser und effizienter einsetzen, das heißt mit weniger Geld eine bessere Politik machen.“

Also, ech muss just soen, an der Familljepolitik bezuelen d'Leit 0,5% weider. Si hunn awer nach näischt amplaz kritt. Also ginn ech jo och dovun aus, dass nach näischt besser ass, well d'Reforme solle jo nach kommen. Mä dann hunn d'Leit ee Joer elo, a wann dat jo elo nach virugeet, well déi Primm, hat ech de Finanzminister verstanen, déi 0,5% ginn ofgeschafft, wann d'Steierreform kënn t. Mä d'Steierreform ass jo nach ëmmer net do! Also bezuelen d'Leit elo scho fir eppes, wou nach iwwerhaupt keng Géigeleschtung do ass! An ech soen dann, dann ass et éischer „mit mehr Geld eine schlechtere Politik machen“, ass da fir mech d'Konklusioun vun deem Punkt!

Wat d'wirtschaftlech Entwécklung ubelaangt, profitéiere mir vun engem favorabelen internationalen a wirtschaftleche Kontext. Mir hunn eng zolidd Croissance. Notze mir déi favorabel Situatioun, wéi dat ubruecht wier?, ass awer dann eng Fro, déi ee sech muss stellen. Setzt de Budgetsprojert do déi richtig Akzenter?

An do soe mir ganz kloer: neen! De Rifkin-Rapport soll Lëtzebuerg, de Wiederder vum Wirtschaftsminister no, „an en neit Zäitalter féie-

ren“. Ech kann hinne félicitéiere fir hire Bléck, dee ganz wäit geet an en neit Zäitalter, en neuen Horizont. Awer et gëtt och nach ëmmer dee wirtschaftlechen Alldag!

A wat mécht d'Regierung fir de Mëttelstand, d'Réckgrat vun der Ekonomie? Ausser dass se wichteg Piliere vun der CSV-Finanzpolitik viruféiert, nämlech héich Investitiounen, si mir der Meinung, dass se net genuch maache fir de Mëttelstand, deen d'Réckgrat vun der Ekonomie ass.

De Mëttelstand ass ugewisen op eng zolidd Berufsausbildung, fir qualifizéiert Leit ze fannen. Do ass déi wichtig Reform vun der Berufsausbildung. Wéi steet et mat där? Wéi geet et mat där? Déi geet net virun!

An do waarden d'Betriber drop, fir Leit ze kréien. Mir kënnen dofir frou sinn, dass mer e Patronat hu mat enger gudder Portioun Mënscheverstand a Wäitsicht. Fir déi Leit ze forméieren, riichte si elo eege Kompetenzzentren op. Et kann een hinne félicitéiere fir déi Responsabilitéit, déi si geholl hunn, fir déi Kompetenzzentren opzerrichten, mä et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob dat hir Aufgab ass oder ob dat net d'Aufgab gewiescht wier vun der Regierung, fir ze kucken an der Education an um Aarbechtsmaart, dass déi Leit déi Qualifikation kréien, déi se brauchen.

En anert Beispill: D'CSV hat an der Persoun vum Laurent Mosar gefrot, fir dass am Kader vun der geplangter Steuerreform de Volet Betriebsbesteuerung virgezu gëtt. Elo gëtt fir dat grouss Kapital d'Vermögenssteuer substanziall erofgesat. Ech brauch elo net an den Detail ze goen, well dat maache mer jo haut de Mëttel. Mä déi grouss Mass vun de Betriber, a besonnesch de Mëttelstand, d'Handwerk, de Commerce, d'Panoplie vun den Déngscht-leeschungsbetriber, den Horeca bleiwen an der Warteschleif genausou wéi d'Privatleit!

Wat d'Regierung hei fir e puer grouss wirtschaftlech Akteure mécht, ass net, wéi gëschter hei behaupt ginn ass vum Här Berger, „mat der Strenz reagiert“, mä hei gëtt mam Pompjeeschlauch d'Grousskapital bedéngt! An dat, Dir Damm an Dir Hären, dat ass net méi seriö!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Hätt Dir gär, dass grouss Betriber aus dem Land ginn, Här Spautz?

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Pompjeeschlauch, Här Berger!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Hätt Dir gär, dass hei grouss Betriber aus dem Land ginn?

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Pompjeeschlauch!

► **Une voix.**- Oh mei, oh mei, do ass dee Richtegen!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Spautz, fuert virun!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Merci, Här Präsident.

D'Simplification administrative. D'Regierung ass am TGV an den Tunnel gefuer an elo um Dräirad erauskomm. Déi sektoriell Leitpläng, besonnesch d'Aktivitéitszonen, si fir eis Betriber extrem wichteg. Besonnesch déi mëttelstännesch, déi vergréissere wëllen oder op aner Plaze wëllen higoen, fir bei hirer Clientèle ze sinn, do ass Stëllstand. Nodeem si no massiver Kritik einfach den Débat ofgeschloss hunn, ass awer nach ëmmer keng Léisung do! An d'Betriber brauchen d'Méiglechkeet, fir ze expandéieren, a brauchen d'Méiglechkeet, fir sech nidderzeloossen!

An da geet et net duer, a Rieden ze soen: „Mir hu jo elo déi Plan-sektoriellen!“ Mä vun de Plan-sektorielle schwätzt kee méi, an et wier awer wichteg, dass mer endlech eng Äntwert dorop krite. D'Industrie brauch Äntwerten dorop, de Mëttelstand brauch Äntwerten dorop, wou si sech kënnen etabléieren!

Wéi geet et viru mat den Energiepräisser?, ass eng aner Fro, déi d'Betriber sech stellen. Wéi geet et mat der diversifizierter Energieversuerung? Wéi geet et mat den Oplage fir d'Industrie a puncto Ëmwelt, Landesplanung a Sécherheet? Dorop gëtt et keng Äntwert fir de Mëttelstand, an dat wier ganz wichteg fir déi Betriber, well si sinn et, déi Eenzeg, déi eis kënnen hëllefen, de Problem vum Chômage an de Grëff ze kréien!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- An dofir ass et net gutt, dass mer déi Chance verpasst hunn, fir hinnen ze hëllefen, krisefest dozestoen, fir och dat kënnen ze maachen, firwat si do sinn, éischters ze erwirtschaften, awer och ze hëllefen, de Chômage an de Grëff ze kréien.



Wa mir eist Potenzial an der Finanzpolitik an an der Wirtschaftspolitik net ausnotzen, dat do ass, da kréie mir de Chômage net an de Grëff!

Am Oktober ware 17.530 Persounen op der Sich no enger Schaff. Och dat schwätzt a kommunizéiert d'Regierung vill, mä ënnert dem Stréch... D'Problemer si bekannt: Jugendchômage, d'Hürden, fir déi eeler Leit zrëck op den Aarbechtsmaart ze bréngen, Laangzäitchômage, feelend Qualifikatioun vu villen Demandeuren.

Den Aarbechtsminister ass net eréischt zanter gëschter de responsabele Minister, mä zanter Summer 2009; dat sinn elo sechs an en halleft Joer! Dass et mam Chômage an déi falsch Richtung geet, ka jo domadder awer net méi d'Schold sinn, wéi elo déi lescht Méint a Wochen a Joren üblech war, ëmmer ze soen: „Dat sinn d'Virgängerregierungen gewiescht!“, well sechs an en halleft Joer ass elo de Minister zoustänneg fir deen Dossier! An et ass elo e bësse bëlle, fir nach ëmmer ze soen: „Dat sinn nach Nowéie vu menge Virgänger.“, well wann ee sechs an en halleft Joer brauch, da muss ee sech d'Fro stellen, ob een alles richteg gemaach huet.

An da muss ee sech d'Fro stellen: Wat bidde mer eiser Jugend?

Vun Ufank 2014 bis 2015 sinn 9.000 nei Aarbechtsplaze geschafe ginn. Zanterhier boomt den Aarbechtsmaart, mä de Chômage ass net deementspreechend erogaangen. An dofir wëll ech nach eng Kéier soen, d'CSV begreift do ausdrécklech de Wëlle vum Patronat, dem Aarbechtsminister ënnert d'Aerm ze gräife mat der Initiativ „Entreprises, partenaires pour l'emploi“, an och den Jobpakt mat der UEL, deen ufanks des Joers am Kader vun der Bipartite erauskomm ass.

Mir kënnen frou sinn, dass mir e Patronat hunn, dat Initiativ huet! A mir kënnen genausou frou sinn, dass mer verantwortungsvoll Gewerkschaften hunn, déi bei de Patrone sensibiliséieren an déi och bei den Arbeitnehmer derfir suergen, dass et wichteg ass, sech weiderzibilden. An do wëll ech virun allem nach eng Kéier de Lifelong Learning Center vun der Chambre des Salariés an de Mëttelpunkt setzen, deen eng formidable Aarbecht mécht a wou et gutt ass, dass si déi Aarbecht maachen, déi an eisen Aen awer och deelweis misst vum Stat a vum Éducationnministère gemaach ginn.

D'Sozialpartner si méi op Zack a si organiséieren sech méi am Chômage, wéi verschidde Leit, déi derfir zoustänneg wieren! Well fir d'Sozialpartner ass de Chômage keng Fatalitéit, wou et heiansdo den Uschäin huet, dass dat fir verschidde Leit nach just eng Fatalitéit ass an einfach eng Zuel weider am Total vun deem, deen am Comité de conjoncture erauskënnert.

E Beispill fir d'Resignatioun ass dat, wat de Mëtten hei wäert geschéien: Mir verlängeren d'Dispositionne vum PAN-Gesetz. Amplaz nei Akzenter ze setzen, verlängere mir eppes, wat nëmmen nach bedéngt der Realitéit vun haut entsprécht. Dat soen net ech! Ech zitieren den Aarbechtsminister an engem Interview vum 12. Juni dëst Joer: „Das PAN-Gesetz läuft Ende des Jahres aus. Wir haben zwei Möglichkeiten. Entweder verlängern wir das Gesetz, ohne irgendwelche Änderungen vorzunehmen, was aber angesichts der Entwicklungen keine wirkliche Option darstellt. Oder aber wir überarbeiten den Text komplett.“

Wat ass dann elo déi sechs Méint geschitt?

D'Voraussetzung si gutt. Mir spieren iwwerall de feste Wëllen, de Chômage ze bekämpfen. Et kënnt awer keen Text! Mir verlängeren de Mëtten dat bestehend Gesetz. An dat iwwerrascht een ëmsou méi, well mer jo hei viru sechs Méint erkläert kritt hunn, am Sozialdialog géif alles esou gutt klappen, am Sozialdialog wier iwwerhaupt kee Problem.

An dofir si mir der Meinung, dass dat doten déi falsch Akzenter sinn, dass et zwar wichteg ass, a mir kommen de Mëtten net derlaanscht, well, wa mer d'PAN-Gesetz net verlängeren, fallen all déi Mesuren ewech. Mä souguer de Statsrot schreift a sengem Avis, dass se et och e bësse komesch géife fannen, dass mer vu Verlängerung zu Verlängerung géife lafen!

An ech wunnere mech, well, wéi ech Rapporteur war bei där leschter Verlängerung, hunn ech hei vun der deemoleger Opposition virgeworf kritt, dat wier dach e Witz, dass mir all Kéiers déi Mesurë géife verlängeren! Ech mengen, d'Säiten hu sech gewieselt, mä déi Leit kënnen sech net méi un dat erënneren, wat se bei der Verlängerung vun deemools gesot hunn, well soss kéinte se dat jo haut net matdroe respektiv si hätte probéiert, zesumme mat de Sozialpartner zu deenen Ännerungen och ze kommen, déi do dréngend noutwendeg sinn.

Ech kommen nach eng Kéier zrëck op d'Familjepolitik. Och do ass viles ugekënnegt ginn, mä ënnert dem Stréch ass ausser der Ofscha-

fung vun der Allocation d'éducation, der Allocation de maternité, déi jo elo schonn en halleft Joer fort ass, nach net vill geschitt! D'Regierung an d'Majoritéit maachen de finanzielle Kader vun hirer Familjepolitik exklusiv un engem Modell fest, wou Mamm a Papp schaffe ginn. D'CSV ass awer anerer Meinung.

Mir sinn der Meinung, dass all Familjemodell gläichberechtegt muss behandelt ginn. D'Familje wëssen am beschten, wéi si hiert Liewen organiséieren. Et ass net un der Politik an net un de Parteien, de Familje virzeschreien, wéi si liewen! Do huet d'CSV eng ganz aner Approche, wéi déi dräi Regierungsparteien, well fir déi dräi geet et dorëms, wann een dat esou ka soen, dass een d'Famill soll no der Aarbecht ausrichten an dass een all Mënsch muss an d'Aarbecht erabréngen.

Fir d'CSV geet et drëm, d'Famill an d'Aarbecht openeen ofzestëmmen an den neie Gegebenheiten unzepassen an dass jiddwereen d'Méiglechkeet huet, dee Choix ze huelen, deen e wëllt. An dofir sinn ech e bësse verwonnert, wann een all déi Ännerungen an déi dach komesch Ännerungen, déi do virkommen, an de Kader vun enger sozialer Selektivitéit setzt, well d'sozial Selektivitéit ass fir mech an och fir d'CSV eppes ganz anescht.

Eng sozial Selektivitéit, ass dat en uniformt Kannergeld? Wéi ass et mat der Gratuitéit an de Crèche? Ass och dat sozial Selektivitéit? Firwat geet d'Regierung net op de Wee, deen d'CSV schonns méi laang proposéiert hat a wat eng reell sozial Selektivitéit wier, dass de Seuil vun de Chèque-service sech méi staark nom Familienakommes riicht, dass d'Geldleeschungen a Sachleeschungen ëmgeännert ginn, zum Beispill d'Allocation de rentrée scolaire?

An de Budgetsrapporteur vu virun zwee Joer huet heibanne gesot, et wier wichteg, méi Naturalleeschungen ze maachen, wéi op Geldleeschungen ze setzen. Dofir sinn ech ebe verwonnert, dass et awer bei der Allocation de rentrée scolaire net méi Sachleeschungen gëtt, mä dass een do viruifert mat de Geldleeschungen.

De Problem an deem ganzen Dossier ass, an der Familjepolitik vun der Regierung, do feelt d'Vue d'ensemble. D'CSV stéisst leider op daf Quere mat hirer Demande, dass et wichteg wier, fir d'Éischt eng ëmfaassend Bestandsopnam ze maachen, esou wéi mir dat och an eise Wahlprogramm geschriwwen hunn, fir all déi Moosnamen op de Leescht ze huelen an dann ze kucken, wou een déi Ännerunge mécht. Dat, wat de Moment geschitt, ass Chaos, an dat veronséichert d'Familljen.

Et gëtt vun der Gratuitéit vun de Crèche geschwat, mä et läit keng konkret Iddi um Dësch. Et gëtt dovun geschwat, d'Zweesproochegkeet an de Crèche anzeféieren, mä och do keng konkret Iddi. Wou ass dat Personal? Wat fir Qualifikatioun soll dat Personal hunn? Wéi ass d'pädagogesch Konzept vun där Zweesproochegkeet an de Crèche? Wéi den Iwwergang an d'Schoul, wou d'Franséisch eréischt méi spéit geléiert gëtt, nämlech normalerweise am zweete Joer? A wou sinn déi Suen hi vun deenen, déi déi 0,5% zanter dem 1. Januar bezuelt hunn?

Et läit bis haut e Projet Kannergeld fir en eenheetleche Montant um Dësch. Dee läit am Statsrot. Mir hunn an der Chamber nach net driwwer geschwat. Anscheinend si schonn Amendementer ënnerwee, mä bis elo huet nach keen et fir néideg fonnt, an der Chamberskommissioun doriwwer ze schwätzen.

A wann ech dat elo hei soen, fillen ech mech net einfach als Oppositant a ganz eleng, well, wann ech d'Avis lese vun der Chambre des Salariés, vun der Caritas, fir nëmmen déi ze nennen, déi si ganz kritesch mat deem, wat um Dësch läit.

A wat deen anere Projet, de Congé parental ubelaangt, hunn ech scho virdrun zitëiert, dass anscheinend en Avant-projet de loi do ass, deen ass ni an enger Chamber diskutéiert ginn a presentéiert ginn. Mä och do stelle sech vill Froen, wéi een nach gëschter konnt an de Communiqué vum der Caritas liesen a wou een och matkritt huet, wann een d'Press vun de Gewerkschaften verfollegt, dass och déi Problemer hu mat deem, wat do um Dësch läit.

Si soen zwar, d'Richtung am Comité permanent de l'emploi wier richteg, mä et wier nach net all Problem geléist. Dofir sinn ech och e bësse verwonnert. Mä et ka jo vläicht sinn, dass d'Regierung eng Décisioun geholl huet, ouni sech mat de Sozialpartner ze eenegen, dass se gëschter en Text ugehall hunn. Ech hoffe just, dass den Text och séier um Dësch läit.

Wann ee kuckt, wat soss nach vu Leeschtungen ugekënnegt gi sinn an der Famill, do hunn ech éischter d'Gefill, dass dat keng Planungssicherheit ass fir d'Familljen, mä éischter eng Geeschterfahrt am Niwwel. An et ass wichteg, dass d'Familje wëssen, wou se dru sinn, an dass d'Familje wëssen, wat geschitt.

Dofir schloen ech vir, déi Iddi, déi den Här Berger gëschter op RTL Radio Lëtzebuerg gesot huet, et misst een d'Kommissionssitzungen op Chamber TV iwwerdroen,...

► **M. Eugène Berger** (DP).- Très bien!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- ...proposéieren ech am Numm vun der CSV, dass mer mat der Familjekommissioun ufänken,...

► **M. Gilles Baum** (DP).- Très bien!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- ...fir dass de Public emol eng Kéier gesäit, wéi do an där Kommission gëiert gëtt! Dat erlaabt dem Chambersbureau dann och, seng néideg Décisionsen ze huelle bei Dossieren, déi déi lescht Wochen a Méint geschwat gi sinn. Well, dat ass lamentabel, wéi an där Kommission geschwat gëtt, well op déi Froen, déi ee stellt, kritt ee keng Äntwert, gëtt ee verweisen op en anere Minister! A bis elo huet nach keng seriö Diskussion an där Kommission iwwert d'Kannergeld stattfonnt!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Dann ass dat wéi an der Finanzkommissioun, Här Spautz.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ma da kënnen mer déi als Zweet mat op den Ordre du jour huelen. Mä op alle Fall, d'Demande vun der CSV läit vir, Här President, fir an Zukunft d'Familjekommissioun an och d'Finanzkommissioun dann ze iwwerdroen, live, dass d'Leit dann och all Kéiers gesinn, wéi et do erofgeet.

► **M. Gilles Baum** (DP).- Ech si mat lech averstanen.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Maja, den Här Baum ass averstanen, fir ze iwwerdroen, wonnerbar!

(*Interruptions diverses*)

Logement...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Mä bis op Weideres decidéiert weder den Här Spautz nach den Här Baum dat. Duerfir sinn déi Gremien do, wou d'Fraktionschefen dräsezen. Wann do en Antrag kënnt, diskutéieren mer driwwer. Mä da kënnen mer och iwwer aner Kommissionen diskutéieren, wou Leit dra sinn oder net dra sinn.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Mä den Här Berger huet gëschter d'Propos gemaach iwwer Radio Lëtzebuerg, dofir wollt ech déi just ophuelen a weiderginn.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Ech hat gëschter gesot...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Fuert weider, Här Spautz!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Logement a Sozialpolitik. Och Logement gehéiert zu der Familjepolitik an et muss een och nom Logement kucken. Logementspolitik hei zu Lëtzebuerg ass bei der aktueller Regierung jo bal exklusiv Personalpolitik. Fir d'Éischt ass et géint d'Beamte gaangen, dunn ass e Statssekretär bäikomm an elo ass d'Ministesch gaangen. Mir verléieren mat deene sterillen Diskussiounen Zäit, Zäit, déi mer net hunn!

Jo, och mir als CSV hunn an der Problematik am Logement net dat erreecht, wat mer wëlles haten.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

(*Brouhaha*)

► **Une voix**.- Dat ass dach Chefsaach!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Och mir hunn et net färdiggebruecht, d'Offer an d'Demande an den Équilibrium ze bréngen. Awer ech wëll awer soen, no deenen Deklaratiounen vun där Regierung, a virun allem vun der Nach-Ministesch, hat een awer geduecht, et géifen elo op eemol Zéngtausende vu Wunnengen iwwer Nuecht bäikommen!

An deen eenzegen Akzent, dee gesat ginn ass, deen iwwert de Mietzuschuss, deen ass net vun där neier Regierung, mä dee geet zrëck op d'Aktivitéiten vum fréiere Wunnengsbauminister, nämlech op de Marco Schank. An dat ass dat Eenze, wat bis elo Opweises ass, ausser déi Personalwieselen.

(*Brouhaha*)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Si hunn och d'TVA erhéicht!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ah, pardon, Här Gibéryen, Dir hutt recht, a si hunn nach d'TVA gehéicht, fir de Bau méi deier ze maachen. Mä soss ass am Logement, bei där Regierung, nach näischt geschitt!

Zu Lëtzebuerg hu mer déi héchste Wunnengspräisser. D'Leit mussen iwwer 50% plazeweis vun hirem Salaire opbréngen, fir ze wunnen! Da gëtt ëmmer gejaut, mir hätten ze héich Léin, am Verglach zu deenen anere Länner. Mä wann een emol eng Kéier kuckt, wivill vu sengen Pai ee muss investéieren, fir Loyer ze

bezuelen oder fir en Haus ze bezuelen, Dir Damm an Dir Hären, do ass kee Land esou héich am Niveau wéi Lëtzebuerg!

A wa mer dee Problem net an de Grëff kréien, ass et normal, dass d'Forderungen kommen, dass d'Léin net héich genuch wieren an dass mer och an der Lounpolitik eppes misste maachen, well ënnert dem Stréch bleift bei de Leit manner iwwreg, well se esou vill mussen ausginn, fir kënnen ze wunnen. An dofir ass et wichteg, an ech hoffen, dass dat Gespills dann elo vläicht eriwuer ass am Logementsministère an dass elo do konkret Politik gemaach gëtt, fir deem entgéintzegoen.

An der Steuerpolitik, och dat muss een aus dem Bléck vun der Familjepolitik kucken. Ech stellen awer fest, dass d'Majoritéitspolitiker sech an der Steuerpolitik, wann een d'Press verfollegt, komplett oneens sinn. Den „liberalen“ sozialistische Wirtschaftsminister seet am September, dass d'Steuerreform eng Nettoentlaaschtung fir all Bierger soll bréngen. Dee grénge Budgetsrapporteur par contre fret am „Tageblatt“ vun dësem Méindeg: „Aber heißt Steuerreform per se, dass man austeilen muss?“ Dat ass eng Fro vum Vertrieber vun enger Partei, déi vill Erfahrung mam Einstecken, awer weineg Erfahrung mam Austeilen huet!

Wien huet dann elo recht, de liberalen Austeiler oder de grénge Einstecker? Wou si mir dru mat der Steuerpolitik? Wat sinn d'Konsequenzen an der Steuerpolitik fir d'Familljen?

Fir d'CSV ass et kloer, dass ee muss deenen neie Familienforme Rechnung droen an dass een an der Steuerlandschaft muss Upassung maachen. Awer et kann elo net einfach sinn, mir schafen d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité of a penaliséieren de Modell vun deene Leit, déi de Choix huelen, och doheem ze bleiwen a vun doheem aus no hire Kanner ze kucken.

Wat d'Steierpolitik ubelaangt, wann ech alles richteg gelies hunn, soll jo déi Steuerreform fir den 1. Januar 2017 um Dësch leien. Den 1. Januar 2017, dat ass e bësse méi wéi zwielef Méint. Wann ee kuckt, wéi an deene vergaangene Joren a Joréngten hei Steuerreforme gemaach gi sinn, sou war normalerweis d'Dauer an der Prozedur tëschent annerhallwem an zwee Joer. Et ass jo net nëmmen de Projet vun der Regierung! Duerno gëtt normalerweise, a wann ee schwätzt vun Transparenz an et wëllt een d'Zivilgesellschaft matabannen, ass et jo logesch, dass d'Berufschambere consultéiert ginn, ass et jo logesch, dass de Statsrot en Avis dozou ofgëtt, déi aner Forciviven. An da misst et awer elo zimlech séier goen, fir dass bis den 1. Januar 2017 eng nei Steuerreform um Dësch läit!

Et sief dann, déi dräi si sech scho laang eens, déi 18 Regierungsmemberen an déi 32 Deputéierten hu scho laang eppes decidéiert a si hunn eis et just nach net matgedeelt - an de Projet kréie mer vläicht de 24. vum Finanzminister ënnert de Chrëschtbeemche geluecht -, dass si scho vill méi wäit an där Steuerreform sinn, soudass dat dann de Chrëschtkaddo wäert sinn, dee mer vun der Regierung kréien.

Mä ech stelle mer awer d'Fro, wéi dat méiglech ass, dass bei esou enger wichtiger Reform, wat et jo net eng kleng Upassung soll sinn, wann ech all Kommentare lauschten, nach ëmmer net gewosst ass an nach ëmmer net konkret um Dësch läit, a wat fir eng Richtung d'Regierung wëllt goen, a firwat bis elo nach weder an der Finanzkommissioun nach mat de Sozialpartner doriwwer geschwat ginn ass.

An een anere Problem, wann ech vu Sozialpartner soen a schwätzen, ass de sozialen Triple-A. Och an der Sozialpolitik, wou sech d'Regierung duerch de Finanzminister houfreg selwer de sozialen Triple-A ausstellt, hunn d'Sozialpartner eng komplett aner Vue.

D'Chambre des Salariés stellt dem Budgetsprojekt déi sozial Datz aus. Esou heescht et an der Press iwwert den Avis vun der Chambre des Salariés, an ech zitieren: „Hinzu kommen die Sparmaßnahmen des ‚Zukunftspak‘, die die Privathaushalte zusätzlich belasten, vor allem die Haushalte mit kleinen und mittleren Einkommen, so der CSL-Vorsitzende Jean-Claude Reding.“

Ech kann dem Här Reding an deem Avis do, wéi iwwergens a ville vun deenen Avisen, déi d'Chambre des Salariés bréngt, nëmme recht ginn! An dass d'Chambre des Salariés jo net bekannt dofir ass, dass se menger Partei soll terribel gutt gesénnt sinn, do kënnen mer eis jo nach allegueren drun erënneren, wéi den Här Reding virun de leschte Wahle gesot huet, e géif en Opruff maachen, fir d'CSV net ze wie-



len, well déi nëmme Saache géife maachen, déi net sozial wieren. Da wonneren ech mech an da staunen ech, dass elo deeselwechten Här Reding der Regierung eng deementspriedend Datz ausstellt!

An dass den Här Reding jo awer wirtschaftlech Kompetenz muss hunn, dovun ginn ech jo awer aus, well soss hätt d'Regierung den Här Reding jo no de Wahlen net an de Verwaltungsrot vun der Spuerkeess genannt! Et sief dann, dat hätt aner Ursaache gehat. Mä ech ginn awer dovun aus, dass dat reng an eleng war iwwert déi wirtschaftlech Kompetenz, déi do ass, an deementspriedend...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat nennt een eng dankbar Regierung!

(*Coups de cloche de la présidence*)

► **M. Marc Spautz** (CSV).- An deementspriedend ginn ech jo dann och dovun aus, dass dat, wat d'CSL schreift, jo awer dann och honnertprozenteg richtig ass.

A wann ech drun denken och un deen Avis, deen d'CSL ofginn huet beim eenheetleche Kannergeld oder bei där vun den Assurancen zitëiert „Kerschsteier“, wou d'CSL strikt refuséiert, mä wou ech och keng aner fonnt hunn, déi déi Steuer begrëssen, muss ech awer soen, dass ech et da scho komesch fannen, wann dann d'Regierung sech selwer op d'Schëller klappt a seet: „Mir hunn de sozialen Triple-A.“

Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg eng Politik, déi net bei all Geleëenheet de Stéit an de Portmonni gräift. Mir brauchen eng Politik, déi en optimale Kader mécht, fir alle Sparten, net nëmmen dem Grousskapital, wat de Mëtte mam Pompejesschlauch bedéngt gëtt, ze hëllefen. Mir brauchen eng Politik, déi de Chômage net verwalt, mä wierklech de Chômage bekämpft. Mir brauchen eng Politik, déi de Familljen hëlleft an net virschreift, wéi se ze liewen hunn.

(*Interruptions diverses*)

An dat, soen ech, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat sinn d'Ursachen, firwat mir als CSV de Budget vun der Regierung net kënnen novollzéien an net kënnen ënnerstëtzen.

An et weist och alles bei der Regierungsequipe, si huet elo deen drëtten Wiessel a knapps zwee Joer! Am Équippeesport, an et si jo nach Leit heibannen, déi Équippeesport gemaach hunn, kënn et seele vir, dass ee sech selwer auswiesselt, mä héchstens emol e Blesséierten, dee sech selwer auswiesselt. A bei dëser Regierungsequipe ass elo schonn deen Zweeten, dee sech selwer direkt auswiesselt. An an esou enger Equipe ass kee Vertrauen. Weder hunn d'Spiller Vertrauen a sech selwer a genausou weénege hu se Vertrauen an hir Koéquipieren!

D'politesch Kontinuitéit a politesch Stabilitéit, dat mussen d'Kävaleure vun der Lëtzebuerger Regierungspolitik sinn. Genau de Géigendeel ass de Fall! Vu Stabilitéit a Kontinuitéit keng Spur! Et brauch een nëmmen déi lescht Deeg Revue passéieren ze loossen, an dat wëll ech hei net nach eng Kéier erwänen, well dat huet all Mënsch dobausse matkritt. Dat weist och däitlech am Budgetsprojekt vu Blo-rout-gréng, dass et vill Erwaardunge gëtt, mä déi ginn den Erausforderungen net gerecht.

An ech wollt awer och nach eppes bäifügen an eng Fro stellen, op déi mer den Här Finanzminister jo de Mëtte kéint äntwerten. Mäi Kolleeg, den Député-maire vun Hesper, de Marc Lies, huet den 22. Dezember eng Question parlementaire un de Finanzminister gestallt. Do ass et gaangen ëm déi 90 Milliounen, déi mer géifen ermëkreien. An do steet an der Äntwert vum Finanzminister, dass déi 90 Milliounen géifen an d'Beméiunge fléissen, fir d'Politique sociale op engem héijen Niveau ze halen.

Ech wollt da just wësse vum Finanzminister, wou déi 90 Milliounen dann elo higaange sinn, déi mer vun der EU kritt hunn. Hu mer vläicht en Deel missen zrëckginn? Oder sinn déi 90 Milliounen alleguerten an de soziale Volet vu Lëtzebuerg agefloss? Dat wier nämlech eng Fro, déi ganz interessant ass, an dat e Joer, nodeem de Finanzminister schréftlech geäntwert huet, déi 90 Milliounen géife selbstverständlech integral an de soziale Volet vum Budget eraufueren.

Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier: D'CSV wäert dësem Budget hei op kee Fall d'Zoustëmmung ginn. Dat hei ass alles aneschtens wéi e Budget, deen e sozialen Triple-A verdéngt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Här President, däerf ech dem Här Spautz eng Fro stellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ah, do musst Der den Här Spautz froen.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Jo, den Här Urbany ka mer roueg eng Fro stellen. Ech wousst just net, dass d'Opposition der Opposition Froe stellt, mä firwat net.

(*Brouhaha et hilarité*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Et ass einfach esou spontan komm.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Et ass einfach, Här Spautz, an der Opposition e soziale Mäntelchen ëmzehänken.

► **Une voix.**- Aah!

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- An ech wollt den Här Spautz froen, ob déi Kriticken, déi komme vun der Chambre des Salariés a vun de Gewerkschaften, och géint déi hei Regierung a géint déi Regierung virdrun, ob déi vläicht net aus deeneselwechten Ursaache komm sinn? Och vis-à-vis vun där Regierung virdrun!

A wann ee schonn dovun schwätzt, dass d'Grousskapital mam Schlauch bedéngt gëtt, da mengen ech awer, och d'CSV an der Regierung virdu souz a Richtung vum Schlauch...

(*Hilarité*)

...an huet dat alles opgefaangen (veuillez lire: ausgedeele), wat d'Groussindustrie an d'Grousskapital kritt hunn. An ech wollt den Här Spautz eigentlech froen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ah, d'Fro kënn awer!

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- ...ob en der Meenung ass, dass d'CSV, wa se erëm eng Kéier an der Regierung wier, och wéi ee Mann a wéi eng Fra hannert deene sozialkämpferesche Wieder géif stoen, déi hien hei gebraucht huet?

Ech denken zum Beispill un den Här Mosar, dee jo och ëmmer a Richtung vum Schlauch stoung,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Sou, ech mengen...

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- ...wou ausgedeele ginn ass, ob deen dann och vläicht der Meenung ass wéi den Här Spautz?

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Also, Här Urbany, ech soen lech: D'CSV steet zu deem, wat se an hirem Wahlprogramm stoen huet, an d'CSV steet zu deenen Akzenter, déi si gesat huet. An den Här Mosar, dee wäert lech haut de Mëtten, bei der Debatt iwwert déi Schlauchsteier, wou se elo d'Grousskapital bedéngen, ganz kloer Punkt fir Punkt soen, wat d'Position vun der CSV ass. An da wäert Der mierken, dass d'CSV dat, och duerch de Mond vum Här Mosar, op kee Fall wäert matdroen! Villmools Merci.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Da si mer awer gespaant, Här Spautz.

(*Interruptions diverses*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Spautz. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Joëlle Elvinger.

► **Mme Joëlle Elvinger** (DP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Eugène Berger huet a senger exzellenter Ried gëschter villes gesot, an dofir erlaben ech mir, a menger Ried haut op ee spezifesch Volet vum Budget anzegoen, an dat ass dee vun den öffentlichechen Investitiounen.

E Land, dat net investéiert, ass e Land, dat op d'Käschte vun deenen nächste Generatiounen leeft. Dogéint e Land, dat investéiert, ass e Land, dat seng Zukunft selwer an d'Hand hält, dat elo d'Moyenen an de Grapp hält, fir an e puer Joer Friichten ze droen. Oder, fir et mat de Wieder vum viregte Premier am Joer 2010 ze soen: „Mir hu kee Recht, fir deene Jonke vun haut de Frigo vu muer eidel ze maachen.“

Trotz deene gudden Virsätz huet de Pierre Gramagna awer net ganz vill an deem Frigo fonnt, wéi hien Enn 2013 an der Kiche vum Finanzministère sech ëmgekuckt huet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Joëlle Elvinger** (DP).- Dës Regierung mécht et besser. An de Budget 2016 ass de Beweis derfir.

Iwwer 2,2 Milliarden Euro un direkten an indirekten öffentlichechen Investitiounen sinn am Budget 2016 virgesinn. Domadder ginn 293 Milliounen Euro méi investéiert wéi d'Joer virdrun. A Prozent ausgedréckt sinn dat 15% méi. Dat ass e Rekordniveau! An dat weist, d'Entwécklung vu Lëtzebuerg gëtt net dem Zoufall iwwerlooss, an d'Regierung gestalt a schafft d'Viraussetzung fir e staarkt Lëtzebuerg an der Zukunft.

Et gëtt gäre vergiess, ma et ass net nëmmen de Stat, deen investéiert, et sinn och d'Gemengen,

déi ëm déi 40% vun den öffentlichechen Investitiounen ausmaachen. D'Gemenge spillen e ganz aktive Rôle beim Wunnengsbau, beim Bau vu Maison-relais an villen méi. Staark Gemengen hëllefen, dass Lëtzebuerg mat senger Investitionspolitik wäit iwwert der europäescher Moyenne läit. De Stat an d'Gemenge schaffen enk zesummen, fir dass d'effentlech Hand do investéiert, wou et am meeschte Sënn mécht.

Här President, d'Konsumausgabe si wichteg an néideg, ma et sinn Dépensé vum Ament. Investitiionsausgaben do dergéint sinn Ausgabe fir d'Zukunft. Et sinn Ausgabe mat engem Rendement, deen een zum richtigen Ament ofruffe kann, an effentlech Investitiounen hunn e positiven Effekt op d'Ekonomie.

Etüde weisen, dass Ekonomien, wou de Stat investéiert, méi schnell wuessen, dass effentlech Investitiounen Aarbechtsplaze schafen. Domadder si staatelech Investitiounen e Kompetitivitéitsfacteur fir eist Land. Eng Etüd vum FMI weist souguer, dass effentlech Investitiounen an Héicht vun engem Prozent vum PIB mëttelfristeg Retombéee vu Wuesstum vun 2,5% no sech zéien. Dofir, 2,2 Milliarden Investitiounen sinn e staarkt Engagement vun der Regierung fir eis Ekonomie.

Effektiv ass et staatelechen Investitiounen ze verdanken, dass eis Energie- an Telekommunikationsréseauen zu deene beschten an Europa gehéieren. Den Accès zu den internationalen Datenautobunnen, performant Datenzentren, en Héichgeschwindegekeetsinternet, all dat huet derzou bäigedroen, dass Lëtzebuerg op der europäescher ICT-Landkaart mat Akteure wéi Amazon an eBay zu de Schwéiergewichter gehéiert. Digital Lëtzebuerg ass schonn haut eng Realitéit an dréit vill zur Kompetitivitéit vun eisem Standuert bäi.

Effentlech Investitiounsgelder fléissen 2016 awer och massiv an de Bau vu Schoule souwéi an Infrastrukture fir Kannerbetreuung. Dëst sinn Investitiounen, déi net nëmmen den Elteren d'Liewe méi einfach maachen, ma si schafen och déi richteg Ramebedéngungen, fir eis Kanner optimal ze fërderen an op hir eegen Zukunft ze preparéieren, an dat kandgerecht, andeems mir d'Bedürfnisser vum Kand an de Mëtelpunkt stellen.

E weidert Beispill vun enger staarker Investitionspolitik ass de Wunnengsbau. D'Regierung plangt, d'Offer vu subventionéierte Wunnenge substanzuell an d'Luucht ze setzen. Dofir geet d'Participatioun vum Stat um Programm fir subventionéierte Wunnengsbau fir 2016 ëm 50% an d'Luucht. Iwwert dës Wee soll bezuelbare Wunnraum entstoen, grad um Locatiounsmarché.

En aneren Investitiounspiller ass d'Recherche. An et brauch ee mat Sécherheet Zäit, ma innovativ Fuerschungsstanduerter uechtert d'Welt weisen eis, dass d'Fuerschung op laang Siicht hir ekonomesch Friichten dréit. D'Regierung huet dofir décidéiert, bis 2020 tëschent 0,7 an 0,9% vum PIB an d'Recherche ze investéieren. Dëst geschitt net nëmme fir déi effentlech Fuerschung, ma och d'Recherche am Privatsektor soll mat 35 Milliounen tëschent 2016 an 2020 gestärkt ginn. Dës Investitiounen an d'Innovation sinn essenziell, grad an Zäiten, wou vill dovunner geschwat gëtt, méi ekonomesch Substanz zu Lëtzebuerg opzebauen.

Här President, kuckt ee sech d'Investitiounen am Statsbudget genee un, spréngt engem mat Sécherheet den Tram mat ronn 100 Milliounen an d'Aen. 100 Milliounen Euro, dat ass eng zolidd Zomm, ma eng Zomm, déi batter néideg ass. Een, deen hautdesdaags bezweifelt, dass mir nei Pied am öffentlichechen Transport müssen treppelen, deen huet nach ni moies tëschent siwen an néng de Rush vun Dausende Leit virun der Stater Gare op déi iwwerfëllte Busser erlieft!

D'Regierung huet d'Mobilitéit zu engem Schwéierpunkt vun den öffentlichechen Investitiounen gemaach, fir vill Verpasstes aus deene leschte Joren nozehuelen. Fir mech sinn Investitiounen an d'Mobilitéit Investitiounen an d'Liewensqualität vun de Bierger. All Minutt am Stau ass net nëmme verluer Liewenszäit a verschwennte Bensinn, ma kascht d'Ekonomie och Dag fir Dag Suen. An dobäi läit Lëtzebuerg net nëmme wäit vir am Peloton, wat déi verbruechten Zäit am Stau ubelaangt, ma mir gehéieren en plus zu deene weénege Länner an Europa, an deenen d'Zäit, wou mir am Stau stinn, ëmmer weider zouhëlt.

Ech hunn elo den Tram genannt. Ma grouss Investitiounen am Transport stinn d'nächst Joer natierlech och bei der Capacitéit vun der Eisenbahn un, bei der Gare ënnert der Rouder Bréck - e Chantier iwwregens, deen an enger exemplarescher Vitesse virugeet -, oder der Multimodalplattform zu Beetebuerg, déi de Logistikstanduert Lëtzebuerg weider wäert stäerken.

Eng ganz Rei Bauprojeten, besonnesch am Schoul- an Héichschoulberäich, wäerten net

nëmme reell Besoinen ofdecken, ma och dem Handwierk Schwong ginn an Aarbechtsplaze schafen.

E besonneschen Akzent wëll ech awer op de Fong fir den Entretien an d'Reparatioun vum staatelechen Immobiliepark leeën. Ech sinn nämlech der Meenung, dass, wann de Stat d'Privatleit encouragéiert, fir hir Albauten energetesch fit ze maachen, hie selwer och soll mam gudden Beispill virgoen. A genee dat plangt dës Reigerung!

Eng regelrecht energetesch Albusanierungswell vu staateleche Gebaier erlaabt et net nëmmen, dass eist Handwierk Expertise an deem wichtige Zukunftssektor opbaut, ma och CO₂-Aspuerungen ze realiséieren a mëttelfristeg Energiekäschen ze reduzéieren.

Ech wëll awer net déi aner wichteg Investitiounen an den Ëmwelt- a Klimaschutz vergiessen. Ech si frou, dass mam Accord op der COP21 zu Paräis mir international e gutt Stéck virukomm sinn. Mä och scho viru Paräis huet dës Regierung hir Responsabilitéit ganz seriö geholl. Bis 2020 wäerten insgesamt 120 Milliounen aus dem Klima-Energie-Fong an den internationale Klimafinanzement investéiert ginn.

E weidere Montant stécht an deem Beräich besonnesch ervir, nämlech eng Investitioun vu ronn 100 Milliounen an de Waasserschutz. Jo, mir müssen do massivst a schnell investéieren. Net nëmme bezuele mir duerch d'Versäumnisser vun der Virgängerregierung all Joer déck Strofen op Brëssel, Suen, déi an anere Beräicher och gutt komm wieren, mä vill Gemenge kënnen och e Lidd vun de Kläranlage sangen, well si vill Misär dermat hunn, wann d'Capacitéite vun de Kläranlage fir nei Lotissementer net duerginn.

Här President, ech hunn et uganks gesot: E Land, wat net investéiert, ass e Land, wat op d'Käschte vun den nächste Generatiounen leeft. D'Regierung weist Verantwortung géigeniwwer vun der jonker Generatioun. A schonn d'lescht Joer huet si en Zukunftsfong fir déi Jonk geschafen, an dat a budgetär méi schwierigen Zäiten. Wa mir net an d'Zukunft investéieren, fale mir als Land zrëck. Amplaz d'Vergaangenheet ze géréieren, bereede mir d'Zukunft vir. An d'Investitionspolitik vun der Regierung ass dofir dee beschte Beweis.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci der Madamm Elvinger. An d'Wuert huet elo den Här Claude Haagen fir d'LSAP.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an eiser Debatt iwwert de Statsbudget sinn d'Zuelen an déi finanziell Situatioun vum Land vu menge Virriedner gëschter an haut schonn detailléiert diskutéiert a kommentéiert ginn. Ech wëll mech dofir op de Sozialstat, d'Sozialleeschungen an op de soziale Volet vum Budget 2016 limitéieren.

Wéi ass, an dat ass scho vu verschiddene Riedner hei ugeschwat ginn, wéi ass de Sozialstat, wéi ass d'sozial Situatioun bei eis am Land, ënnert der Considéatioun, datt mer vun enger wirtschaftlecher a finanzieller Kris kommen, déi mer hoffentlech hanner eis hunn, an datt mer, wéi gesot ginn ass, op d'mannst zäitweilg aus dëser Kris eraus sinn?

Wéi fonctionnéiert de Sozialstat bei eis am Land? Et kann ee soen, datt en alles an allem gutt fonctionnéiert. Mir liewen an engem räiche Land, engem vun deene räichste Länner an Europa an op der Welt. A wa mir eis bekloen, wa mer Fuenderunge stellen, da gi mer ëmmer vun engem ganz héijen Niveau aus. Aner Länner wiere frou, wa se eis Problemer hätten.

Den Emploi zu Lëtzebuerg ass héich a wiisst mat 2% pro Joer. Mir hunn deen héchste Mindestloun. Mir hunn awer och déi héchste Liewenskäschen. Mir hunn ee vun deene beschte Sozialsystemer an Europa, an der Welt, mat héije Leeschtungen, déi vill sozial Risiken ofdecken. Gutt 40% vun den Dépensé vum Zentralstat sinn Transferten an d'Sozialversicherung respektiv direkt Prestations sociales un d'Leit. Den Taux de risque de pauvreté, op deen ech herno nach ze schwätze kommen, ass virun den Transferts sociaux 44% (veuillez lire: 44,8%) an duerno 16,4%. Dat beweist ganz einfach d'Effizienz vun eise Sozialtransferten.

Ee Sozialstat ass awer net nëmmen ee Käschtepunkt. De Sozialstat schafft och Aarbechtsplazen an ass och ee wichtige Facteur fir d'Produktivitéit: Wien eng sécher Aarbecht huet an och sozial gutt ofgeséichert ass, kann och méi produktiv schaffen, kënn also erëm der Ekonomie, der Wirtschaft an zu gudder Lescht och dem Sozialstat zegutt.

Sozialleeschungen a sozial Gerechtegkeet beden och Fërderung vum wirtschaftleche Wuesstum a bedeiten och eng Win-win-Situa-



tioun an der Economie a sinn indispensable fir d'Mateneeliewen an eiser Gesellschaft. Sozialpolitik bedeit also och ekonomesche Wuesstum, ech hunn et gesot, an ekonomesche Wuesstum erlaabt eben eng gerecht Sozialpolitik.

Awer et muss een och reell sinn: Et ass och net alles Gold, wat glänzt. Mir hunn och vill Leit hei zu Lëtzebuerg, déi risquéieren an d'Aarmut, an d'Prekaritéit ofzerétschen, déi schonn duerch d'soziaalt Netz gefall sinn, sief et duerch Chômage, duerch Krankheet, duerch een Accident de la vie an net seelen duerch eng Kombinatioun vun deene verschiddene Facteuren, déi ech elo opgezielt hunn. Vill Leit geroden an een Däiwelskrees, wou et erëm ganz schwéier gëtt, ouni Hëllef erauszekommen. Mir sinn also alleguerde gefuerdert, fir deene Leit ze hëllefen, wou de Risque de pauvreté am gréissten ass.

A wann ee weess, datt mer all Joer duerch d'Ewechfale vun der Recette vum E-Commerce zum Beispill fir 2015 ronn 550 Milliounen Euro, fir 2016 650 Milliounen an duerno bal eng Milliard pro Joer verléieren, dann, denken ech, hätt mer kënne vill sozial Mesurë maachen oder zum Beispill eng méi gerecht an nei Steuerreform, déi schonn hei undiskutiert ginn ass, kënne finanzéieren.

Och do war ech confiant a sinn ech och nach confiant, datt mer eng Eenegung fannen. D'Froe vum Bezeule vum Sozialstat stelle sech ëmmer mat der Géigefinanzéierung. An zur Géigefinanzéierung hunn ech vun der Opposition leider och net an deem Dossier vum Sozialstat vill Propositionen héieren, wéi een à long terme d'Sozialleeschtinge kann ofsécheren.

Ech schwätzen awer an deem Kontext hei vum Risque de pauvreté, deen och vu ville Virriedner ugeschwat an thematiséiert ginn ass. Beim Risque de pauvreté ass den Taux global an de leschte Joren an d'Luucht gaangen op bal 16% nom Transfert vun de soziale Kritären.

Wie sinn déi Bevëlkerungsgruppen, déi en iwwerduerschneittlechen Aarmutrisiko hunn? D'Monoparentalle si betraff mat 44,6%; d'Familles nombreuses: 32,4%; d'Chômeuren: 50%; Locataire si méi betraff wéi Propriétaires; Jonker - 28% - si méi betraff wéi eeler Leit; Netlëtzebuerger: 22% vis-à-vis vun 9% bei de Lëtzebuerger. A wann een de Bildungsniveau kuckt, da gesäit een, datt Leit betraff sinn, déi ee schwache Bildungsniveau hunn, keng Diplomer hunn - mat 21% -, a souguer Leit, déi en héije Bildungsniveau hunn, sinn a Lëtzebuerg mat 6% betraff.

Den Indicateur seet awer net alles aus. Mir hunn ee ganz héicht Medianakkommes; vun dohier hu mer och een héije Seuil de risque de pauvreté. Et ass also ee relativen a keen absoluten Indicateur. De globalen Taux, wéi gesot, seet net vill aus. Et muss een den Aarmutrisiko méi am Detail kucken, déi ënnerschiddlech Kategorie vu Leit, déi ënnerschiddlech Ursachen a Facteuren, déi zur Aarmut kënne féieren. Nëmmen da kann een och eng cibléiert a selektiv Politik maachen.

Mir wäerten an Zukunft virun allem de Monoparentalle missen hëllefen, ob mat Finanzleeschtingen oder Saachleeschtingen. Och am Kader vun der Steuerreform mussen déi Elengerzéiend besonnesch berücksichtegt ginn. Dofir huet d'LSAP et natierlech och begréisst, datt d'Regierung bei verschiddene Mesurë sozial Kompensatiounen mat ageflecht huet - dat ass hei ni ernimmt ginn -, zum Beispill bei der Taxe d'équilibre budgétaire, eng Immunisatioun vum Montant vum Mindestloun ass gemaach ginn, den Taux vun der TVA ass bei de Biens de première nécessité bei 3% bliwwen an esou weider; ech ka weider Beispiller opzielen.

De Risque de pauvreté wäerten a mussen mer weider an der Optik vum Weiderdreiwe vun eise Sozialstat bei eise zukünftige Wuesstum bekämpfen. Do ralliéieren ech mech dem Avis vun der Chambre des Salariés, déi do ganz explizit ass.

De Risque de pauvreté, Här President, ass awer net nëmme mat finanzielle Mëttele ze bekämpfen, mä muss aus der Siicht vun der Aarbecht, dem Emploi an dem Chômage gesi ginn. Mir sollten an Zukunft ee Lien vun der Budgetpolitik mam PNR, „Europa 2020“ maachen, wou och eng vun de Prioritéiten d'Bekämpfung vun der Pauvretéit, also der Aarmut, ass.

Iwwert d'Aarbecht, den Emploi an de Chômage e puer Zuelen: D'Entwécklung vum Emploi läit bei iwwer 2% pro Joer. Haut schaffe 410.000 Leit zu Lëtzebuerg. Dat sinn der 10.000 méi wéi nach virun engem Joer an 100.000 méi wéi virun zéng Joer.

D'Entwécklung vum Chômage: elo 6,8%, ee gutt Stéck ënnert dem Pic vu 7,2% am Hierscht 2014. Concernéiert sinn awer, an dat ass nach ëmmer ze vill, 17.760 Leit. Eng vun den Haaptursaache vum Chômage zu Lëtzebuerg ass net

de Manktum un Aarbechtsplazen - et sti momentan nach ronn 5.000 Aarbechtsplazen op -, mä de „mismatch“ um Aarbechtsmaart. D'Demandeuren passen oft net op déi Plazen, déi nei geschafe ginn. Do sinn héich a spezialiséiert Qualifikatiounen gefrot, déi vill Demandeur net matbréngen. Dofir ass et kruzial, fir ënnert deem Gesichtspunkt d'Bildung, d'Ausbildung, d'Formation continue weider ze développéieren. Mir mussen och do weiderkommen.

D'Reform vun der ADEM gräift. Den zoustänneg Minister Nicolas Schmit ass amgaangen, d'Reform vun der ITM och an deem Kontext weiderzedreiwen. D'Garantie „jeunesse“ gräift op jidde Fall an den Jobpakt - an deen ass och schonn ernimmt ginn - mam Patronat gëtt konkret. D'Zil ass, 5.000 ageschriwwen Chômeuren erëm an d'Aarbecht ze bréngen.

De Fonds pour l'Emploi huet Dépenses 2015 vu 730 Milliounen Euro. D'„working poor“ zu Lëtzebuerg am europäesche Verglach leie relativ héich; 11% vun der schaffender Populatioun sinn do betraff. Och dat wäert eng nei Zilsetzung ginn, där sech d'LSAP wëllt unhuelen an déi se och weider wëllt bekämpfen, dat am Kontext mat de Mesuren, déi d'Regierung wäert huelen.

D'Égalité des salaires - dat ass nach net ugeklongen, schéngeit selbstverständlech - gëtt am Projet de loi vun der zoustänneger Ministesch Lydia Mutsch och weidergedriwwen. D'Reform vum PAN-Gesetz ass genannt ginn, a wa Verlängerunge kumm sinn an der Vergaangenheet, sinn déi och ënnert der leschter Regierung gemaach ginn. Nach muss et esou sinn, datt 2016 et am Kader vun der Tripartite zu enger Léisung muss kommen. Do muss iwwert d'Périodes de référence, iwwert de POT an iwwert d'Iwwerstonnen eng Eenegung fonnt ginn, fir eben déi Reform vun deem PAN-Gesetz weiderzedreiwen an och an d'Realitéit ëmzesetzen.

Här President, zur Sécurité sociale an der Santé: Eise Gesondheetssystem an d'Sécurité sociale si performant a wäerten an Zukunft, wéi dat an der Vergaangenheet war, sech ëmmer weider der gesellschaftlecher Situatioun hei am Land missen upassen.

D'Dépenses am Budget. Sécurité sociale: bal 3 Milliarden Euro, dovun de Gros natierlech fir d'staatlech Contributioun an d'Sozialversécherungen; 1,35 Milliarde fir d'Assurances maladie, maternité et dépendance; 1,56 Milliarde fir d'Assurance pension. D'Contributioun fir d'Mutualité des Employeurs geet, wéi virgesinn, vun 90 Milliounen Euro 2015 op 48 Milliounen 2016 zréck an déi héich Fiskalisatioun vun eise Sozialsystem erlaabt et awer och, datt d'Lounniewekäschten niddreg sinn. D'Santé gëtt weider budgetiséiert mat ronn 155 Milliounen.

De Pensionssystem ass hei ugeklongen. Mir hunn an eise Pensionssystem actuellement héich Reserven: 15,6 Milliarden Euro, dat heescht méi wéi dat Véierfacht vun de Joresdépenses. De Bilan vun der Reform gëtt natierlech och gemaach.

D'Gesondheitsreform huet gegräff. Am Plan hospitalier konnt Der gesinn, datt Investissemter an d'Spideeler gemaach ginn. D'Fleegeversécherung ass ugeschwat ginn. D'Reform ass amgaangen, préparéiert ze ginn. Wat fir eng Richtung, ass gefrot ginn. Wat fir ee Modell, ass gefrot ginn. 2016 wäert den zoustänneg Minister Romain Schneider am Dialog mat de Sozialpartner och do zu enger Konklusioun kommen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zur Familijepolitik an zur Integratioun. D'Familijepolitik ass vun deene verschiddene Parteien hei am Plenum ënnerschiddlech kommentéiert ginn. E puer allgemeng Bemierkungen zur Neiausrichtung vun der Familijepolitik duerch dës Regierung: D'Reform vun de Familienzoulagen ass Deel vun engem Gesamtkonzept, an et ass net richtig, wann een déi eenzel Mesurë lassgëléist vunenee kuckt a kommentéiert. Et ass schonn ee Ganz.

Den Objectif, d'Zil, de But ass et, fir d'Familijepolitik un d'Liewensrealitéit vun de Famillje vun haut unzepassen. Do steet d'Veereinbarkeet vu Famill a Beruff am Vierdergrond an déi temporär finanziell Ennerstëtzung vun den Elteren, déi eng Zäit laang wëllen doheem bleiwen, fir sech eben ëm hir Kanner ze këmmern.

D'Zil ass et net méi haaptsächlech, Frae finanziell ze encouragéieren, fir hire Beruff komplett un den Nol ze hänken, fir dauerhaft doheemzebleiwen. Dëst bedeit an eiser Zäit op jidde Fall eng ze staark Ofhängegkeet vum berufstätege Partner, grouss Schwierigkeeten, fir no fënneg, zéng, 15 Joer nach eng Kéier Fouss ze faassen um Aarbechtsmarché.

D'Allocation d'éducation war also ee Relikt aus den 80er Joren an ass an där Logik och ofgeschafft ginn. De Projet de loi „Kannergeld“ ass déposéiert ginn. D'LSAP ass mam Prinzip, all

Kand d'selwecht ze behandelen, averstanen. Mä d'LSAP wëllt awer och, dass en Indexéierungsmechanismus oder e regelméisseg Adjustement - net forcément en Automatismus - muss erakommen, an dat fir d'Prestations familiales och an deem Kontext esou ze accordéieren, wéi et iwwregens och am Accord bipartite mat de Gewerkschaften ofgemaach war.

D'Reform vum Congé parental ass gëschter duerch de Regierungsrat gaangen. Hei gëtt et etlech Verbesserungen - et ass schonn ugeschwat ginn haaptsächlech och vu menge Virriedner -, och dat begrëisse mer: den Ausbau vun de Crèches a Structures d'accueil, d'Qualitéit, d'Chèques-services. Notamment de Projet de loi 6410 iwwert d'Modifikatioun vum Gesetz vun der Jeunesse ass an der zoustänneger Educatiounskommissioun.

Wou sti mer an der bilingualer Éducation précoce? D'gratis Kannerbetreieung vun 0 bis 3 Joer? 2016 mussen och hei konkret Projeten op den Dësch kommen.

Da mussen mer an Zukunft awer och kucken - an dat kann een heiansdo maachen iwwert de Pluriannuel, wou dann e Finanzéierungsmodus ofgeschloss gëtt -, datt mer eis Froe stellen iwwert déi gesellschaftlech Entwécklung vun eise Land, vun eise Leit, déi dora liewen. A wéi ass et mat deene Politicken, fir d'Veereinbarkeet vu Famill a Beruff och weider ze verbesseren? Dem Recht op Temps partiel?

Eppes ass mer opgefall an deene verschiddene Rieden, déi hei gehale gi sinn, déi sech dann natierlech mam Budget 2016 auserneegeat hunn. Do ass et, denken ech, awer oft ze kuerz komm, datt ee sech och Gedanke gemaach hätt, wéi d'Leit dobaussen dorobber reagéieren a wat d'Leit vun der Politik am grouss Ganzen erwaarden. Déi erwaarden nämlech Verbesserungen an d'Léisung vun hire Problemer a vläicht net, datt mer eis an Detailer verrennen, fir d'Finanzierbarkeet vu soziale Mesuren ze konkretiséieren.

Dir Dammen an Dir Hären, eent vun deene gréisste Suergekanner, déi um Ursprung vu sozialer Prekaritéit sinn, sinn de Wunnengsbau an d'Sich an d'Fanne vun enger adequater Wunneng. De Logement ass d'Originn vun der sozialer Prekaritéit hei am Land - dat ass ee Fait an dat ass ugeschwat ginn - mat héije Loyer. Och wann de Revenu héich ass, esou sinn d'Käschte bei eis am Land awer och héich.

Héich Wunnengspräisser belaauchten d'Stéit an neutraliséieren déi héich Kafkraaft, déi am Fong och an der Realität do ass. Dofir sinn am Statsbudget ronn 200 Milliounen Euro virgesinn; 50 Milliounen Euro par rapport zu 2015 si méi virgesinn. D'Mietsubventiounen: 29 Milliounen Euro vun 2016 un; 19.000 Stéit, déi dovunner kënnen - an zwar direkt - profitéieren. Dat ass eng wichteg Neierung an eise sozialpolitischen Arsenal, fir och am Kader vum Wunnengsbau Mesuren ze huelen.

Méi héich Kreditter, fir soziale Wunnengsbau iwwert d'Société Nationale des Habitations à Bon Marché, de Fonds du Logement an d'Abannung vun de Gemengen iwwer Konventionen fir soziale Wunnengsbau weiderzedreiwen oder an der Problematik mat den Demandeurs de protection internationale, si weider Mesuren, déi hei wäerte gräifen.

D'Offer vun de Wunnunitéite muss an d'Luucht goen, fir d'Präisser an de Grëff ze kréien. An an deem Kontext solle mer net vergiessen, datt d'Wunnenge fir Leit, déi hei sinn oder hei liewen, ob dat Lëtzebuerger, Netlëtzebuerger oder Demandeurs de protection internationale sinn, déi Wunnenge mussen hinne gerecht ginn, mussen geschafe ginn, mussen verdeelt ginn. Sozialnäid wier hei ee weidere grouss Problem fir eist Land an deem Kontext.

Här President, e puer Gedanken zur Tripartite. De Lëtzebuerger Modell ass fir d'LSAP wichteg fir d'Kompetitivitéit a fir déi sozial Stabilitéit hei am Land. Den Dialog muss am neie Joer relancéiert ginn. Wann een net méi matenee schwätzt oder wann ee verschiddener Meinung ass, da kann een zesummen déi aktuell an déi zukünftige Problemer net léisen, dat besonnesch an der Vue vun engem qualitative Wuesstum, wéi de Rapporteur dat och a sengem Rapport ganz gutt duergestallt huet.

Zum Schluss wëll ech nach zum Triple-A social kommen. D'LSAP begréisst d'Initiativ, déi vun enger Rei sozialisteschen a sozialdemokrateschen Sozial- an Aarbechtsministere ënnert der Fëierung notament vun de Ministere Schmit a Schneider lancéiert ginn ass an am Kader vun der Lëtzebuerger EU-Présidence virugedriwwen gouf. Um sozialen Europa muss onbedéngt weidergeschafft ginn, datt muss integrale Bestanddeel vun der Gouvernance économique et budgétaire ginn.

Ee Saz an där heiteger Zäit gëtt ëmmer méi wichteg: «L'Europe sera sociale ou ne sera pas!» Fir eis als LSAP ass dat natierlech een Challenge, dee mer an der aktueller Situatioun,

mat der Flüchtlingsproblematik, mat deene verschiddene politeschen Orientatiounen vun den EU-Länner an Europa mussen weiderdreiwen an deem sech jiddwereen heibanen an och an Europa muss stellen!

De Finanzminister huet a senger Ried vu gëschter gesot, dass den Triple-A ee Garant fir d'Stabilitéit vum Land ass. D'LSAP weess och, datt de Financement vum Sozialstat mat enger finanzieller a wirtschaftlecher Politik enk verbonnen ass. Oft gi mer dofir kritiséiert, dass mer Mesurë matdroen, déi entrepren- oder patronatsfrëndlech solle sinn.

D'sozial Situatioun vun engem Land, de Sozialstat an déi wirtschaftlech, ekonomesch a finanziell Lag vun engem Stat si besonnesch hei zu Lëtzebuerg staark matenee verbonnen. Dofir sinn déi absolutt Rekordkreditter fir Soziale souwéi Reordinvestissemter de Beweis, datt dës Regierung wëllt op de Wee vun engem sozialen Triple-A goen.

De Rapporteur huet a senger Ried iwwert de Budget 2016 och iwwert déi sozial Kohäsioun hei am Land geschwat. Dat hu mir ganz staark begréisst. Och wann déi sozial- a gesellschaftspolitesch Mesurë vun dëser Regierung geholl gi sinn, dëst ëmmer ënnert der Contrainte vun der Kris, vun der finanzieller Situatioun vun eise Land, schwätze mir eis, esou wéi de Rapporteur dat gesot huet, fir Kurskorrekturen besonnesch an der Vue vum Sozialstat aus, déi da kënne gemaach ginn.

Dëst natierlech och an der Qualitéit vum zukünftige Wuesstum vu Lëtzebuerg - an do, Här Rapporteur, si mir bei lech -, do muss, nieft dem wirtschaftlechen, ekologeschen, awer och e sozialen Aspekt gemaach ginn, oder dee muss ënnert dem sozialen Aspekt gemaach ginn, duerch dee soziale Brëll gekuckt ginn, fir datt mer de Sozialstat weider kënne stäerken.

En Triple-A am Sozialen ass fir eis eng Prioritéit, op déi mir weider wëllen hischaffen. Dofir muss Lëtzebuerg an der Planung vun engem Statsbudget selwer responsabel bleiwen, dëst natierlech ënnert den europäeschen Oploen, déi, compte tenu vun der jeeweileger ekonomescher a gesellschaftlecher Situatioun, méi flexibel mussen gehandelt ginn. Aus deem Grond hu mir als LSAP kee Versteesdemech fir deen neie Kompetitivitéitsconseil, deen d'EU-Kommissioun am Kader vum Rapport des cinq présidents an d'A faasst.

Zum Schluss géif ech nach gären dem Budgetsrapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport a fir seng exzellent Aarbecht. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Haagen. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Geschicht widerhélt sech. Och dëst Joer hat d'Opposition bei de Budgetsdebatten nees d'Geleeënheet, fir alles ze zerräissen, wat vun der Regierung kënn, an all konstruktiven Dialog onméiglech ze maachen. Esou Gefechter bleiwen natierlech an enger Demokratie erhalen a solle se och beliewen. Ob se d'Land weiderbréngen, ass eng aner Fro.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ee vun de weinege Ressorten, déi vun dësem Theater méi oder manner verschout bliwwen sinn, jiddwerfalls vun de Kollege vun der CSV, ass dee vun der nohalteger Entwécklung a vun den Infrastrukturen, kuerz gesot den MDDI, mat deem ech mech a menger Interventioun wëllt befaassen.

Och wann dës Ministère am Budgetsdokument op der leschter Plaz steet, esou ass e vu senger finanzieller Envergure hier awer nach laang net dee mannsten! Mat 1,752 Milliarden Euro Dépense fir d'Joer 2016 hëlt dës Ministère 12,97% vun de staatlechen Dépenses an Usproch a steet am finanzieller Ranking direkt hannert dem Ministère vun der Sécurité sociale a vun der Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

De Grond, firwat d'Opposition mam groussen MDDI zimlech zäertlech ëmgeet, ass natierlech deen, datt d'Schwéierpunkte vun der aktueller Regierung sech net wesentlech vun deene vun der fréierer Regierung ënnerscheeden. Eng Rei Konzepter, dat gi mir ganz gären zou, déi vun der fréierer Regierung ausgeschafft gi sinn, si vun der aktueller Koalitioun iwwerholl ginn a garantéieren eng gewësse Kontinuitéit, allem virop d'Verkierskonzept MoDu, wat net an



den Archive vum Ministère gelant ass, mä weidergedriww gëtt.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Wat awer geännert huet, an dat ass net ze ënnerschätzen, ass den Tempo, den Tempo, mat deem de grénge Nohaltegkeetsminister zu Wierk geet, fir alles opzehuelen, wat an der Vergaangenheet schleefe gelooss ginn ass. De grénge Nohaltegkeetsminister fiert mam TGV an den Tunnel eran a fiert net mam Dräirad eraus wéi de Claude Wiseler, mä e bleift am TGV setzen a schafft an aller Vitesse weider, bis de Projet ëmgësat ass, fir d'Bild vum Marc Spautz ze gebrauchen, wat mer ganz gutt gefall huet.

D'Konzept vum MoDu gëtt also net am Schleekentempo ëmgësat, mä am Sprint, fir keng Zäit méi ze verléieren, nodeems jorelaang nogekuckt ginn ass, wéi d'Staue gewuess sinn. Ugefaange beim Tram, deen ee vun de wichtegste Piliere vum geplangte Verkéierskonzept duerstellt, an zesumme mam Arrêt Pont Rouge kuerzfristeg zu enger grousser Verkéiersentlaaschtung am Zentrum wäert féieren.

Dank dem Asaz an der Dynamik, déi net nëmmen den Nohaltegkeetsminister, mä och all seng Mataarbechter a Mataarbechterinnen aus dem Ministère un den Dag leeën - gradesou wéi d'Équipe an der Regierung, déi e begleet -, ass beim Projet Tram mat engem Zäitgewënn vu ganzer véier Joer fir den Tronçon tschent dem Kierchbierg an der Gare ze rechnen. Dësen Tronçon wäert schonn Enn 2017 oder Ufank 2018 a Betrib goen.

Fir d'Extensiou vum Tram op den Houwald an op de Findel ass en Zäitgewënn vun net manner wéi siwen, aacht Joer ze erwaarden! En Zäitgewënn, dee vill Stonnen a vill Kilometer am Stau wäert verhënneren...

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- ...an dee massiv zu der Verbesserung vun der Liewens- a Loftqualitéit am Zentrum vun eise Land wäert bäidroen.

Den zweete sprangende Punkt, léif Kolleginnen a Kollegen, ass nach en aneren. An zwar deen, datt et en historesche Kurswiessel gëtt um Niveau vun den Investissementen an d'Mobilitéit. Et ass nämlech fir d'Éischt an der Geschicht vun eise héch zersidelte Ländchen, datt eng Regierung de Courage huet, fir dem Ausbau vum ëffentlechen Transport a vun der Mobilitéit douce kloer d'Prioritéit ze ginn an net hallefhäerzeg zur Saach ze goen. Et stellt sech nämlech eraus, datt d'Zommen, déi an den ëffentlechen Transport an an déi douce Mobilitéit investéiert ginn, dättelech iwwerweien am Verglach zu deenen, déi an de Stroossebau fléissen.

Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Zuele liwweren de Beweis. Nodeems am Joer 2000 ëm déi 39 Milliounen an den Eisebunnrséau investéiert gi sinn, an 135 Milliounen an de Bau vu Stroossen, war d'Verhältnis am Joer 2011 scho méi équilibréiert, mat 160 Milliounen fir d'Eisebunn géintiwwer 172 Milliounen fir d'Strooss.

Proportional gesinn ass d'Eisebunn mat der Zäit zwar besser ewechkomm, mä de Stroossebau hat nach ëmmer Prioritéit. Eréischt an der Lescht huet d'Verhältnis sech definitiv a Richtung nohalteg Mobilitéit geännert. E Paradigmewiessel, dee scho virun 30 Joer hätt misen agelaut ginn!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Endlech leien d'Gelder, déi fir den ëffentlechen Transport mobiliséiert ginn, haut bal véiermol méi héich wéi déi, déi an de Stroossebau fléissen. An Zuelen ausgedréckt heescht dat, datt d'nächst Joer 412,4 Milliounen an d'CFL an an den Tram investéiert ginn a just 120 Milliounen an d'Stroossen. Dat ass schonn eng kleng Revolutioun!

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Woubäi ech wëllt ënnersträichen, datt de Fonds des routes weder agesat gëtt, fir eng Strooss duerch d'Kathedral ze bauen, nach duerch en Naturschutzgebitt, mä datt d'Gelder vum Fonds des routes eenzeg an eleng dozou déngen, fir d'Multimodalitéit an d'Vernetzung vun deenen eenzelne Verkéiersmëttel ze erméiglechen. Och dat ass Bestanddeel vum MoDu. Et ass also, fir genee dat ze maachen, wat säit jeehier virgesi war, wat am MoDu steet, wat mir säit jeehier ënnerstëtzt hunn.

Dofir si mir...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- ...net grad richtig.

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- ...ëmsou méi frou, datt déi ganz Regierung mat voller Iwwerzeugung hannert dëser Politik steet an datt de Finanzminister och déi néideg Mëttel fir eng rapid Verbesserung vun der Mobilitéit zur Verfügung stellt.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech bréngen Iech déi nächste Kéier d'Zitater mat vu virun dräi Joer.

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Dat dierft Dir roueg. Ech hunn dofir den Här Spautz och haut e bësselchen zitéiert.

Net ze vergiessen ass an deem ganze Gefüge de Vélosréseau, dee säit dem Regierungswiessel konsequent a mat der Ënnerstëtzung vun der neigeschafener Cellule de mobilité douce ausgebaut gëtt. Dir wësst, dass déi Cellule geschafe ginn ass, fir um Terrain aktiv ze ginn an d'Gemenge konkret an hiren Aspiratiounen ze ënnerstëtzen - mir kréien d'Froe beäntwert, d'Leit kommen op den Terrain a fuere mam Vélo duerch d'Gemengen, dat ass et virun net ginn! -, a wäit iwwert dat erausgeet, wat virum Regierungswiessel um Pabeier stoung, ouni datt et iwwerhaupt emol eng Suite kritt huet.

Net anescht ass et bei der Verbesserung vun der Landesplanung, déi endlech, zesumme mat de Gemengen a mat der Zivilgesellschaft a queesch duerch d'Ministèren, ugepaakt gëtt.

Datt d'Plans sectoriels, wéi den Här Spautz viru gesot huet, am Tirang verschwonne sinn an datt sech do näischt méi doet, ass carrément eng Ënnerstellung, déi mir als Gréng net akzeptéieren!

Här President, en anere wichtige Défi, deen am Nohaltegkeets- a Infrastrukturministère zesummekënn, ass, wéi den Numm et seet, dee vun den Infrastrukturen. Hei geet et ëm den Ausbau vun de Gebaier, déi am Besëtz vum Stat sinn a scho laang net méi standhale (veuillez lire: Schrëtt halen) mat der Entwécklung vum Land.

Allem virop feelt et u Schoulen, u Sozialarichtungen, mä och u Verwaltungsgebaier. Den Handlungsbedarf ass also grouss, net well Lëtzebuerg op eemol grösserwahnsinneg gëtt, mä ganz einfach, well d'Politik scho jorzéngtelaang vum Wuesstum iwwerrannt ginn ass a se net aktiv an d'Hand geholl huet. Lëtzebuerg huet et net fir néideg fonnt, adequat Infrastrukturen ze schafen, fir de Wuesstum opzefänken an an déi richtig Bunnan ze lenken.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- 530 Milliarden (veuillez lire: Milliounen), Dir Dammen an Dir Hären, stinn dowéinst fir de Bau vu feelenden Infrastrukturen am Budget, Infrastrukturen am Beräich vun de Gebailechkeeten.

Här President, erlaabt mer an deem Kontext eng Remarque zum Wuesstum, dee jo gëschter méi wéi eemol op dëser Plaz erwänt ginn ass, wou ech mech heiansdo froen, ob mer all vun deemselwechte schwätzen. Ech hunn d'Gefill, dass de Wuesstum benotzt gëtt, fir Zizanie ze streeën a Schwaarzmoelerei ze bedreiven, an net fir konstruktiv no vir ze kucken.

Jo, als Gréng sti mir zum Wuesstum. Mir stinn awer net zu egal wéi engem Wuesstum an och net zu engem Wuesstum, deen ënner egal wéi enge Konditiounen stattfënn. Als Gréng sti mir zu engem qualitative Wuesstum, dee mir léiwer Entwécklung nennen, zu enger Entwécklung, déi eist Land nohalteg opstellt an zesumme mat de Biergerinnen a Bierger realiséiert gëtt, eng Entwécklung, déi op Ausbildung, Recherche, Innovation, gréng Économie, Économie circulaire, Transitioun a regional Synergie setzt an déi sozialen, gerechten an ökologesche Kritäre Rechnung dréit.

Esou eng Entwécklung ass net nëmme méiglech, se ass och néideg, wa mir eist Land net zu engem europäeschen Hannerland wëlle verkomme loossen! Dat just als Klammer, well d'Fro vum Wuesstum och mam Ausbau vun den Infrastrukturen ze dinne huet.

Ech bleiwe bei den Infrastrukturen,...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Liest do emol, wat Der viru fënnf Joer dozou gesot hutt. Dat war genau de Contraire!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- ...déi jo zum MDDI gehéieren, an anere Wieder beim Patrimoine immobilier.

(*Interruption*)

Mir kucke léiwer no vir...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat ass richtig, Dir kuckt...

(*Interruption par Mme Viviane Loschetter*)

Exactement. Sou ass et!

(*Brouhaha*)

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Dir hutt gëschter och no vir gekuckt.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Sou ass et. An et ass ëmmer anescht, wann Der an der Regierung sidd.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Sou, elo huet just d'Madamm Josée Lorsché d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dir kuckt no vir, très bien!

(*Brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Villmools Merci, Här President.

(*Coups de cloche de la présidence*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Madamm Lorsché, schwätzt e bësse méi haart, dann héiert een...

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Ech bleiwe bei den Infrastrukturen,...

(*Hilarité*)

...an anere Wieder beim Patrimoine immobilier - kann ech elo erëm méi lues schwätzen? -, deen an eise Land net dee Jéngsten ass an zu engem groussen Deel sanéiert muss ginn. D'Sanéierung vum Bestand ass doudsécher manner spektakulär wéi de Bau vu schéinen, moderne Gebailechkeeten, mä se ass net mainer wichtig. Loin de là!

D'Zil vun all Sanéierung ass an éischer Linn déi bluttnoutwendeg Reduktioun vum Energieverbrauch, deen a villen ëffentleche Gebaier nach ëmmer extrem héich ass. An Zäite vun internationale Klimaofkommenen, wéi deem vu Paräis, ass esou een Energieverbrauch, dee meeschtens op fossilen Energie berout, onverantwortlech an net méi akzeptabel an engem héichindustrialiséierte Land!

Interessant ass hei ze wëssen...

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Här President, kann ech eng Fro stellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, wann d'Madame Lorsché d'accord ass.

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Ech si jo net bekannt dofir, Här President, Froen ze stellen, well ech jo ëmmer sympathesch nolauschten. Ech verstinn eppes awer net. Elo schwätzt Der grad dovunner, vun deem Nohaltegkeetsgipfel an esou virun. Wéi kann et da sinn, dass mer de Moien erëm eng Kéier den Dieselpräis erofsenken, en Energiepräis? Dat ass dach dérisoire! Mir mussen eng Kéier léieren, e Schoss um Buedem ze halen, amplaz en ze verpolveren.

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Här Oberweis, ech géif Iech elo bieten, vläicht dat do herno beim Comptoir ze schwätzen, well dat passt elo net direkt a meng Ried.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Dat do ass eng Beleidegung!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Neen, et ass eng gutt Remarque. Mä ech mengen, wa mer elo iwwert de Präis vum Bensin schwätzen, ech si bei der Sanéierung vun ëffentleche Gebaier a wëllt och bei deem Thema bleiwen. Just fir dat kloerzestellen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- An dat alles beim Comptoir.

(*Hilarité*)

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Ech wollt weiderfuere mat den Infrastrukturen, wann dat méiglech ass. Interessant ass hei ze wëssen, datt 45% vun de Volumen vum Patrimoine immobilier an eise Land virum Joer 1970 gebaut gi sinn, enger Zäit, wou den nohaltegen Energiestandarden nach net Rechnung gedroe ginn ass. Et sinn dës Gebaier, déi am dréngendste sanéiert mussen ginn, quité datt grad dës Gebaier am schwéiersten ze sanéiere sinn.

Begrëssenswäert ass an deem Kontext, datt d'Administration des Bâtiments publics d'Potential vun der Sanéierung d'lescht Joer ganz konkret ausgerechent huet. D'Experte koumen zur Konklusioun, datt 54% vum gesamte Bauvolum fir eng Sanéierung a Fro kommen, mat de Schoulen un éischer Plaz. Et ass dat Sanéierungspotenzial, wat d'Regierung konsequent notzt, fir um Niveau vum Energieverbrauch an den ëffentleche Gebaier besser dozostoen a mam gudden Beispill virzegoen och fir d'Gesellschaft,...

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- ...dëst op Basis vun enger konkreter Strategie, déi am Statsbudget mat engem Total vu 471,2 Mil-

liounen bis zum Joer 2018 zu Buch schléit. Datt dësen Invest zu massiven Aspuerungen um Niveau vum Energieverbrauch féiert an domat och zu massiven Aspuerungen um Niveau vun den CO₂-Emissiounen, ass längst bewisen an e gudden Grond, fir d'Sanéierungsstrategie vun den ëffentleche Gebaier konsequent weiderzedreiven.

Datt d'Dépensen, déi fir dës Assainissementen getäteg ginn, dem Kyoto-Fong guttgeschriww ginn, ass e weidere Volet, dee mir net sollten ignoréieren. Sou zum Beispill konnte bei den Dekonten aus dem Joer 2014, déi elo virleien, ganzer 7 Milliounen Euro an de Kyoto-Fong fléissen. Am Joer 2009 waren et nëmme 4,6 Milliounen, déi op de Kyoto-Fong impu- téiert goufen an am Joer 2012 net méi wéi 3,3 Milliounen, also net emol d'Halschent vun den Zomme vun haut.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- D'Pente weist also ganz kloer no uewen, wat mir als Gréng begrëssen. An ech denken, net nëmme mir.

Dir Dammen an Dir Hären, biergop geet et och am Beräich vum Ëmwelt- a Klimaschutz, also am Schutz vun deenen dräi Elementer, déi den Henri Kox als Rapporteur genannt huet. Et sinn d'Naturelementer Waasser, Buedem a Loft, déi eis als wichtig Liewensgrondlagen déngen. Och hei zielt eng gëlle Regel, nämlech déi, datt all Euro, deen an den Ëmweltschutz investéiert gëtt, de folgende Generatiounen exponentiell zegutt kënn.

Am Kader vum Kyoto-Protokoll hält d'Regierung un enger ganzer Rei Moossname fest, zum Beispill der Kofinanzéierung vum Klimapakt mat de Gemengen - e gudden Projet -, der Effentlechteetsaarbecht, déi och wichtig ass, fir d'Leit ze errechen; der Ënnerstëtzung vun Energiespuermoossnamen am Wunnengsbau; der Energieberodung; der Ëmsetzung vum nationalen Naturschutzplang, mam konsequente Schutz vun Natura 2000-Zonen an esou weider an esou fort.

Dobäi kënn awer och de Waasserschutz, dee während Joerzéngten als Steifkand vun der Lëtzebuergער Ëmweltpolitik behandelt ginn ass! D'Ausweisung vun insgesamt zwielef Waasserschutzzonen, déi scho realiséiert oder nach an der Prozedur sinn, plus 13 weidere Projeten, déi d'nächst Joer wäerte presentéiert ginn, grad wéi och d'Verbesserung vun de Kläranlage gehéieren, nieft villen anere Moossnamen, zum Programm, deen iwwert de Waasserfong finanziert gëtt.

Och hei gëtt net gespuert. D'Dépensen, déi iwwert de Waasserfong lafen, klammen nämlech gewaltig, an zwar vu 70.000 Euro am Joer 2014 an 88.300 Euro am Joer 2015 op elo 106.500 Euro am Joer 2016. Dat bedeit eng Steigerung vun 30% innerhalb vun de leschten dräi Joer, déi deem Element zeguttkommen, ouni dat kee Liewe méiglech ass.

Dobäi muss ee soen, datt d'Zommen, déi mir an de Waasserschutz, mä och an den Naturschutz insgesamt investéieren, a kenger Relatioun sti mat deem, wat mir aus enger proppe- rer Ëmwelt erauszéien. Den Output heescht Biodiversitéit, deen och an de Stied soll Anzuch huelen, propper Loft, propper Waasser a prop- pere Buedem als wichtigst Grondlag vun der mënschlecher Existenz. Virun allem stinn déi Zommen och net a Relatioun mat deenen Zommen, déi an aner Secteure fléissen.

Als Gréng begrësse mir, datt déi nohalteg Poli- tik, déi mir eis säit Jore gewënscht hunn, net nëmmen d'Ënnerstëtzung vun der Regierung a vum Finanzminister kritt, virun allem si mer frou, datt dës Politik endlech d'Chance kritt, queesch duerch all Ministèren ëmgësat ze ginn. Dofir hu mir kee Grond, fir dës Budget net ze stëmmen, a mir gi ganz dättelech eisen Accord.

Villmools Merci.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci der Madamm Loschetter.

► **Une voix**.- Lorsché!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, et geet d'selwecht un.

(*Hilarité*)

Souwäit ech dat elo kann iwwerblécken, si mer um Enn vun eiser Riednerlescht ukomm, wann ech näischt iwwersinn hunn. Dat schéngt net de Fall ze sinn. Dann huet direkt d'Regierung d'Wuert, fir ze äntwerten.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Här President, léif Kolleginnen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert meng Remarquen op fënnf Punkte limi-



teieren a soen, dass ech natierlech gutt nogelauschtert hunn, wat alles gesot ginn ass. Ech géif gärén e bësse bedauern, dass d'Debatt esou eesäiteg geet, well een en fait déi eng Säit huet, déi hannert dem Projet steet, an d'Opposition en fait kee gréngen Zweig a kee gutt Hoer méi an deem Budget gesäit! Dat hëlleft natierlech net, fir gemeinsam Léisungen ze fannen. Wéi gesot, ech bedauern dat. Et ass eben e Fait.

Ech wëilt awer fir d'Éischt gärén, als éischte Punkt, iwwert d'Wirtschaft schwätzen. Mir sinn an enger ganz paradoxaler Situatioun, schéngt et mer, an dësem Land. Amplaz dass mer eis freeën, dass eis Wirtschaft méi wéi 3% wiisst, wou ee sech jo kéint erwaarden, dass wierklech all Mënsch dozou kéint positiv Stellung huelen, neen, da gëtt sech drop beharrt, dass déi Zifferen ze vill optimistesesch sinn, dass d'Zukunft grujelech ass, dass alles ka schifgoen, dass a China et biergof geet.

Alles dat hunn ech och an der Budgetried ugedeit an et steet alles am Exposé des motifs. Mä kommt, mir sinn dach realistesch! Kommt, mir freeën eis, dass d'Vertrauen an den Entrepreneuren erëm no uewe kuckt, dass eis Kompetitivitéit erëm besser gëtt! Den Alex Bodry huet gëschter gesot, am IMD si mer déi sechskompetitivst Économie. Ma da kommt, mir klappen doriwwer dann an d'Hänn a mir ginn e Message no baussen eraus, dee positiv ass! Dat kann dach kengem schueden!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Ganz gutt!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- An dann, jo, ech freeë mech, dass mer déi Debatt iwwert d'Durabilitéit, iwwert d'Nohaltegkeet vun eiser Croissance haten. An ech mengen, mir sinn eis och do all eens, dass mer gär qualitativ Croissance hunn. Ma da kommt, mir soen dat a mir schaffen drop!

An, wann et konjunkturméisseg gutt geet, dann därft een op där enger Säit net als Regierung soen: „Dat ass alles mäi Mérite“, dat wär näamlech och iwwerdrifwen, mä da kann een awer och op där anerer Säit, als Opposition, net soen: „Domat huet d'Regierung iwwerhaupt näischt ze dinn!“! Well wann et schlecht geet, da gëtt natierlech mam Fanger vun der Opposition op d'Regierung gewisen, dass et d'Schold vun der Regierung ass. Kommt, mir fannen eis dach och do enzwousch an der Mëtt!

Wa mir zu Lëtzebuerg elo déi héchst Investismenten hunn, déi mer jee haten, majo dat ënnerstëtzt dach d'Ekonomie! Dat ass dach eng Evidenz! Dat ass awer net deen eenzege Mérite, firwat eis Économie wiisst. Dofir, op deem Punkt, kommt, mir freeën eis drop, dass eis Wirtschaft gutt geet! A kommt, mir hoffen, dass mat deene Mesuren, déi mer huelen, a mat dem Esprit d'entreprise vun eise Gesellschaften eist Land no vir geet!

Zweete Punkt: den europäesche Kader - den europäesche Kader an d'Roll vun der Europäescher Kommissioun. D'Europäesch Kommissioun ass „le gardien des traités“. De Gardien des traités! Si ass déi, déi d'Dispositione vum Traité ëmsetzt, déi kontrolléiert, dass d'Länner d'Regelen anhalen. A mir stelle jo fest, dass mer a Steiersaache jo net esou impeccabel dostinn a vun der Kommissioun jo do verfollegt ginn; do muss sech nach erausstellen, ob mer déi Affären, déi eng, wannen oder net, a mir hu jo och elo rezent eng verluer. An dann ze mengen, dass d'Kommissioun Lëtzebuerg géif gréng Luucht ginn an an déi bescht Kategorie setzen, nëmme fir der Regierung e Gefalen ze maachen, dat ass dach einfach net kredibel!

Wann d'Opposition seet, dass eis Zifferen net stëmmen - do schéngt bei eis am Budget iwwerhaupt keng Ziffer méi ze stëmmen! -, mengt Dir da wierklech, dass d'Europäesch Kommissioun dat géif duerchgoe loosse? Ouni Diëse an ouni Bémol einfach géif soen: „Lëtzebuerg, et ass alles an der Rei“, wann et esou wär, wéi d'Opposition et hei beschreift? Ma natierlech net! An ech sëtze jo am ECOFIN. An ech gesinn, wat déi aner Länner alles erzielt kréien, déi, déi net an der beschter Kategorie sinn. A souguer déi, déi an der beschter Kategorie sinn, wou alles, den Niveau vun de Finanzen an der Rei ass, kréien nawell Remarque gemaach, wa Saachen net richtig kontabiliséiert ginn oder net richtig gemaach ginn. Et ass..., mir si bestëmmt net perfekt, kee Mënsch ass perfekt, mä an Zweifel ze setzen, dass souguer d'Kommissioun, déi den Arbitter ass, hir Roll net spillt, ass net kredibel!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech wëll just awer d'Remarque maachen, Här Gramegna, datt net nëmme d'Opposition, mä och d'Banque centrale, och de Conseil national des finances publiques an och d'Cour des Comptes datselwecht soen.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, also déi schreiwen hir Avisen, dat

ass hiert gutt Recht! Dat ass hiert gutt Recht!

(**Brouhaha**)

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Déi sinn all darselwechter Meenung, just Dir hutt eng aner!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Nee, nee, nee, nee, nee!

(**Brouhaha**)

Nee, nee, nee, nee, nee! Mir hu jo gesinn an den Avisen, ech hunn dat och a menger Ried jo gutt ënnerstrach, wéi déi eng fannen, dass mer ze wäit ginn am Spueren, an déi aner fannen, dass mer vill méi missten ausginn! Dat ass normal. Jiddweree vertritt seng Meenung, an dat ass säi gutt Recht. Mä d'Kommissioun ass net do, fir eng Meenung ze verrieden, d'Kommissioun ass de Gardien des traités!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- D'Zifferen 2014, Här Wiseler, vu dass Der mech direkt ugeschwat hutt,...

(**Interruption**)

D'Zifferen 2014...

(**Interruptions**)

D'Zifferen, Här Wiseler...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Finanzminister, loosst lech net ënnerbriechen!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- D'Ziffer vum 2014 hat d'Opposition jo och immens kritiséiert, dass déi net richtig wäeren. Genau d'selwecht wéi dëst Joer! A wat ass erauskomm? Eng Punktlandung vum Budget hu mer gemaach! Eng Punktlandung, genau do si mer gelant, wou mer gesot haten, souguer nach liicht besser! An 2015 wäert et och relativ no bei de Previsiounen sinn. An et wäert och besser ofschneiden. An Dir wäert gesinn, 2016 geet et och esou!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Da kuckt awer just déi eenzel Budgetartikelen, ob Der do och op deene groussen Aggregater iwwerall d'selwecht gelant sidd!

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Mir kënnen och vill vun deene leschte Joren...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Neen, also wierklech, wann ech d'Previsiounen...

(**Brouhaha**)

Wann ech gesinn, wéi prezis de Budget 2014 ëmgesat ginn ass, a wann ech do d'Kurbe kucken, vu wou mer hierkommen, also, d'Fakte schwätzen an d'Ziffer schwätze vum selwen!

Zur Dette: Zur Dette kréien ech gesot vun deenen, déi d'Dette verdräifacht hunn - verdräifacht hunn an de leschte fënnef Joer! -, do kréien ech gesot, dass misst méi gemaach ginn. Jo, mir halen eis un dat, wat mer sprach hunn, dass mer déi Dette géife stabiliséieren! An dat maache mer, a mir si wäit ënner den 30%, déi mer eis als Zil ginn hunn, par rapport zum PIB. Mir halen eis un dat, wat mer gesot hunn! An ech verstinn net, ech verstinn einfach net, dass déi, déi en fait de Contraire gemaach hu vun deem, wat mir gemaach hunn, dat heescht déi Spiral ophalen, dann eis de Virwurf maachen, dass mer net genuch maachen! Mä wann Der erëm eng Kéier un d'Rei kommt, da kennt Der dat jo maachen!

(**Interruptions**)

An da gesi mer et!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An da kennt Dir kritiséieren.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Richtig!

Da kréie mer gesot...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An da sëtzt Der erëm bei eis!

(**Hilarité générale**)

► **Une voix.**- Jo, well Dir sëtzt jo op darselwechter Plaz!

(**Hilarité générale et interruptions diverses**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Finanzminister, schwätzt e Machtwuert!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Wann ech gelift! Wann ech gelift! Mir kréien dann och gesot - den Zukunftspak war jo och net positiv begréisst gi vun der Opposition -, an elo kréie mer gesot - dee souwisou vun lech rejjéiert ginn ass -, e géif net ganz applizéiert ginn an et misst een nach méi wäit am Spuere goen. An dat Ganzt natierlech ouni Géigepositionen!

Véierte Punkt: den Defizit. Mir hunn den Defizit an zwee Joer halbéiert! Do kann ee soen, dat wär vläicht nach net immens ambitiéis. Ech soen lech: Dat war ganz schwéier ze errechen! A firwat war et schwéier ze errechen? Majo,

well mer dëst Joer méi wéi eng hallef Milliard Recette TVA électronique (veuillez lire: vun der TVA vum Commerce électronique) net méi hunn! An trotzdeem halbéiere mer den Defizit. Fir dann...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Wat sot Der dann dozou?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- ...dat Wuert TVA vum Commerce électronique nëmme eng Kéier an de Mond ze huelen, fir dann ze soen, mir missten d'Recette vun der TVA électronique dëst Joer an de Fonds souverain setzen, ech fannen, dat ass inakzeptabel!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(**Interruptions**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech wëll lech just soen, datt Der momentan an de Fonds souverain...

(**Protestations**)

...Suen drasetzt, déi Der aus Schold huet! An da sot mer just, wat et fir e Sënn huet, fir dat ze maachen!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ech wëll soen: „TVA Commerce électronique“, dat Wuert ass soigneusement éviéiert ginn. An ech wëll et dofir wierklech ënnersträichen: Mir halbéieren den Defizit, trotzdeem dass mer dëst Joer méi wéi eng hallef Milliard Euro um Commerce électronique verléieren! An dat war säit 2007 bekannt!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech wëll lech just soen, datt d'Konjunktur gewiesselt huet an Zwëschenzäit. Dat kennt Der och net...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hu bis elo ëmmer d'Riedner ausschwatze gelooss...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...a mir fueren och esou weider!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- An ech hunn och...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift also, Här...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ech hunn och iwwerhaupt keen ënnerbrach déi ganz Zäit!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- A maacht keng esou laang Pausen!

(**Hilarité générale**)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Soll ech emol e Glas Waasser drénken?

(**Hilarité**)

Ech sinn awer scho bal um Schluss vu menger Ried.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Schued, ne? Also, mir halbéieren den Defizit an trotzdeem hu mer e soziaalt Netz a sozial Leeschtungen, déi am Ausland hiresgläiche sichen.

Mäi fënnefte Punkt, zur Steuerreform: Et ass ganz richtig, wat e puer Leit gesot hunn, dass mer net vill Sputt hunn. Dat ass ganz richtig! An dofir hunn ech als Finanzminister - an d'Regierung och - net wëllen, eng Ziffer an de Raum ze setzen, eng abstrakt Ziffer, un där ee sech misst orientéieren. Dat ass näamlech virun de Won sprangen. Mir musse fir d'Éischt d'Mesurë selektiv kucken, déi mer wëllen unhuelen an där Steuerreform. An dann, wann ee sech eens ass iwwert d'Substanz, iwwert déi Mesuren, déi ee wëllt huelen, da kuckt een, op wat fir engem Niveau een dat kann ajustéieren, an dann huet een e Montant!

A fir da Mesuren ze proposéieren ouni Géigefinanzéierung, ass ze vill einfach. Vun der Säit vun der Opposition si Virschléi komm, dass ee soll 800 Milliounen Euro Steuererlichterung maachen, ouni sech d'Fro ze stellen, wéi een dat da soll ronn kréie mam Pacte de stabilité et de croissance. Ech verstinn dat net!

► **Une voix.**- Onverantwortlech!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- D'Finanze mussen nohalteg sinn, dat ass ganz richtig an de Rapporten huet dat dëst Joer zu Recht - zu Recht! - ënnerstrach a mat ville gudden Tableaux ënnermoolt.

(**Brouhaha**)

An d'Regierung wäert och weider derfir suergen, dass eis Finanzen gesond sinn, dass se sech

weider verbessern an dass eist soziaalt Netz esou gutt bleift, dass d'Ausland et enviéiert.

Ech soen lech Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Très bien, Här Minister!

(**Brouhaha général**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dat war wéi an der Finanzkommissioun op d'Fro geäntwert, dat do! Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Regierung. Domat si mer virleefeg um Enn vun der...

(**Interruptions**)

...Diskussioun iwwert de Statsbudget 2016 an iwwert déi pluriannuel Finanzplanung ukomm. Ier mer awer zum Vott iwwert de Budget an iwwert d'Programmation iwwerginn, komme mer nach zum Projet de loi 6838 iwwert d'Statskonte vum Joer 2014 an zu der Resolution vun de Konte vum Mediateur fir d'Joer 2014.

Zum Projet 6838, also de Konten 2014, huet elo direkt d'Madamm Rapportrice d'Wuert, d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

3. 6838 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2014

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

► **Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice.**- Här President, Dir Damm an Dir Härén, haut huele mir d'Statskonte vum Joer 2014 un. D'Joer 2014 war e speziell Joer, well déi éischt véier Méint déi deemoleg nei Regierung op der Basis vun den Douzièmes provisoires geschafft huet, déi mam Gesetz vum 20. Dezember 2013 ugeholl goufen. De Budget fir d'Joer 2014 gouf den 29. Abrëll 2014 ugeholl.

De Compte général vum Exercice 2014 gouf eréischt de 17. August 2015 an der Chamber déposiert. Op der Basis vum Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Statsbudget, d'Statskontabilitéit an d'Statstrésorerie hätt de Compte général awer misse spéitstens den 31. Mee déposiert gi sinn. Laut dem Finanzminister erkläert sech dës Verspéidung duerch de Gehälteraccord an der öffentlecher Verwaltung, dee sech ënner anerem och op d'Joer 2014 bezunn huet.

Zu den Eckdate vun eiser Wirtschaft ass Folgendes ze soen: Bei der Opstellung vum Budget fir d'Joer 2014 war d'Regierung vun engem Wuesstum vun 3,2% vun Bruttoinlandsprodukt ausgaangen. Tatsächlech hate mer e Wuesstum vu 4,1%. D'Inflation war mat 0,6% méi niddreg wéi déi erwaarten 1,5%. De Beschäftigungstaux ass ëm 2,6% geklommen an trotzdeem louch de Chômage am Duerchschnitt bei 7,1% fir 2014. An dësem wirtschaftlechen Ëmfeld huet de Kont 2014 mat engem Defizit vun 142,35 Milliounen Euro ofgeschloss. Dat sinn 29,75 Milliounen Euro manner wéi am Budget virgesinn.

Här President, a mengem schrëftleche Rapport fannt Dir den Detail vun den Zuelen, wat de Compte général 2014 ugeet. Ech wëllt hei just e puer Posten opzielen, déi wesentlech méi héich ware wéi am Budget 2014 virgesinn.

Op der Recettësäit sinn et folgend Posten:

- d'Recettë vun den Droits d'enregistrement ware 44 Milliounen méi héich,

- den Deel, dee Lëtzebuerg zegutt huet un den Droits de douane et d'accise iwwert d'Union économique belgo-luxembourgeoise war 53 Milliounen Euro méi héich an

- d'Einname aus der Taxe d'abonnement ware 40 Milliounen méi héich.

Op der Ausgabesäit sinn et folgend Posten:

- 83 Milliounen Euro ginn zousätzlech 2014 an d'Fonds de réserve an

- d'Transferte vun der Sécurité sociale si 50,7 Milliounen méi héich wéi virgesinn.

Wat d'Präsentation vum Budget no der europäescher Method ugeet, déi sougenannt „SEC 2010-Präsentation“, do huet d'Kommissioun leider misse feststellen, dass dës Zuelen och dem Compte général vum 2014 net bäileien. Dobäi hat d'Budgetskontrollkommissioun am Kader vum Kont 2010 genee dës Presenta-